Les socialistes en France

1871-1914

Tome I

La tentative de construction d'un parti de classe 1871-1898

Thomas Rose



6, rue Florian – 93500 Pantin

Éclairage • 24

Les Bons Caractères – 2023
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-493083-14-2
Dépôt légal 1er trimestre 2023

INTRODUCTION

La période 1871-1914 est celle du développement du socialisme en France. Dès 1881, dix ans après la terrible répression de la Commune de Paris, le drapeau du socialisme est de nouveau déployé à l'occasion des élections municipales. L'objectif de ce qui n'est qu'une avant-garde est de regrouper une nouvelle génération de militants pour la construction d'un parti de classe affirmant son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de ses représentants politiques.

Cette perspective se heurte à de nombreuses difficultés. Tout d'abord, la France accuse un retard sur le plan économique par rapport à l'Angleterre. Et son développement contraste aussi avec celui bien plus rapide de l'Allemagne.

Dès la première moitié du 19e siècle, le développement du capitalisme anglais avait donné naissance à une classe ouvrière nombreuse, qui crée ses premiers syndicats puis s'engage, avec le chartisme, dans un combat pour l'égalité des droits politiques et l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers. Au tournant du siècle, le syndicalisme anglais a donné naissance au Parti travailliste. Mais tous deux se plaçaient sur le terrain de la collaboration de classe, car la bourgeoisie a réussi à corrompre la direction du mouvement ouvrier.

En Allemagne aussi, une puissante industrie s'est développée après l'unification totale du pays, à la suite de la victoire sur la France en 1870-1871. Les transformations économiques et sociales y ont été spectaculaires, faisant là aussi émerger à la fin du siècle un prolétariat nombreux et concentré. Confronté à une exploitation accrue, et à un régime autoritaire, le mouvement ouvrier, dont nombre de militants s'appuient sur les enseignements de Marx et d'Engels, donne en 1869 naissance au Parti ouvrier social-démocrate. Les lois d'exception qui le frappent dès 1878, et jusqu'en 1890, lui interdisent toute expression publique, mais ne l'empêchent pas de progresser lors des élections ni même d'impulser le développement syndical.

En France, la grande industrie fait figure d'exception et ne concerne que peu de secteurs : le textile, les mines et quelques entreprises de métallurgie. Parallèlement se maintiennent des productions plus artisanales, des ouvriers à domicile ou encore des ouvriers-paysans. Ces statuts, qui favorisent un sentiment trompeur d'indépendance, constituent un terreau fertile pour les conceptions comme le mutuellisme ou le coopérativisme. La France est un pays encore majoritairement rural, où les paysans sont attachés à la terre, même si ces petites exploitations agricoles, héritées de la Révolution française, permettent à peine de vivre. Ce n'est qu'avec la Grande Dépression, qui touche le pays dans les années 1880, que les transformations économiques s'accélèrent, conduisant à la croissance importante d'un prolétariat moderne au début du 20e siècle. Au cours de ces années de mutation profonde, l'implantation des idées

socialistes s'appuie sur le mouvement ouvrier et en partage les progrès, mais aussi les reculs.

Au fil de leur développement, et du fait de conditions politiques moins restrictives qu'en Allemagne, les socialistes français se confrontent à des questions nouvelles, sur lesquelles ils avancent à tâtons, comme le rôle des élections, des réformes, de l'action parlementaire et des syndicats. Elles provoquent divergences et scissions, donnant ce panorama, *a priori* déconcertant, de socialistes divisés en de multiples courants, guesdistes (les partisans de Jules Guesde), blanquistes (ceux d'Auguste Blanqui), broussistes (de Paul Brousse), allemanistes (de Jean Allemane), sans compter les socialistes indépendants. Un trait commun est la faible connaissance du marxisme et sa faible diffusion, même chez ceux qui s'en revendiquent, comme les guesdistes, car, en l'absence de traductions, les ouvrages les plus essentiels sont inaccessibles au plus grand nombre.

Se sentant les héritiers d'un glorieux passé allant de 1789 à la Commune en passant par 1830 et 1848, tous les socialistes se disent révolutionnaires. Cependant, au moment où le régime républicain s'affirme, après les intermèdes du Premier et du Second Empire et des périodes de restauration monarchique, les socialistes considèrent la république comme un système politique supérieur qu'il convient de défendre, car il doit conduire à la « république sociale » et au socialisme.

À partir de 1893, suite aux premiers succès électoraux, cette conception se renforce et les amène à concevoir la conquête pacifique du pouvoir politique par le suffrage

universel. Le parlement devient dès lors le centre de leurs préoccupations et ils considèrent que le choc révolutionnaire ne sera nécessaire et inévitable que si la bourgeoisie refuse d'abdiquer devant sa propre défaite électorale.

Le développement de l'électoralisme coïncide avec une phase d'expansion économique qui débute en 1895. Le capital bancaire s'investit dans l'industrie et favorise la concentration industrielle et les monopoles. Avec l'ère impérialiste, le capitalisme connaît un nouvel essor, s'appuyant sur le pillage colonial et le placement de capitaux dans les « pays neufs » tels que les États-Unis, l'Argentine, le Canada, l'Australie, ou en Russie, qui fait le bonheur des rentiers.

Cette période favorise la remise en question du marxisme et de ses conclusions révolutionnaires. Pour les « révisionnistes », le capitalisme est capable de surmonter ses propres contradictions et donc de permettre un développement économique harmonieux, évitant les crises périodiques, alors qu'elles sont, pour les partisans de Marx, inhérentes au système.

Ce courant révisionniste n'existe pas seulement en France, mais se développe dans tous les partis socialistes des pays impérialistes. Eduard Bernstein, socialiste allemand, en est le principal représentant au niveau international.

Sur le plan politique, le révisionnisme conduit à rechercher l'alliance avec les partis bourgeois considérés comme les plus progressistes. En France, en 1895, dans l'espoir de réformes bénéficiant aux travailleurs, les socialistes participent à la majorité gouvernementale du radical Léon Bourgeois. En 1898, lors de la crise politique provoquée par

l'affaire Dreyfus, ce rapprochement se traduit par la première participation d'un socialiste, Alexandre Millerand, à un gouvernement. La participation ministérielle est finalement désavouée par une majorité du socialisme français et international, mais cela ne change pas son cours de plus en plus réformiste.

Cette collaboration de classe est aussi initiée par les classes dirigeantes qui, confiantes dans leur force, passent d'une attitude uniquement répressive à une stratégie cherchant désormais à associer et à intégrer au « système » une aristocratie ouvrière constituée de permanents syndicaux, de députés, de maires, de conseillers généraux, de gérants de coopératives ou de journalistes. Nombreux sont ceux qui s'éloignent du prolétariat et perdent la flamme révolutionnaire des débuts. Ces conditions sociales et politiques favorisent aussi l'afflux d'intellectuels et de notables dans les rangs socialistes.

À différents moments, des tentatives, émanant de leurs propres courants ou du mouvement ouvrier, sont faites pour redresser la barre et garder le cap de la transformation nécessaire de la société. Le courant syndicaliste révolutionnaire au sein de la CGT représente ainsi, au début du 20e siècle, une véritable alternative aux socialistes, avant d'être lui-même submergé par le réformisme.

En 1905, les différents courants socialistes se rassemblent dans la SFIO, dans l'espoir que le dépassement des divergences favorisera l'implantation du socialisme. Dans d'autres pays, plus particulièrement en Russie, c'est un choix inverse qui est fait, les bolcheviks s'organisant

en fraction, et finalement en parti, pour préserver la perspective révolutionnaire. Au cours des années suivantes, la constitution d'un véritable parti de classe en France est délaissée au profit de l'activité parlementaire et des élections. Pour les socialistes, elles ne sont qu'une des formes de l'action et complètent l'activité dans les coopératives, les syndicats, les grèves. Mais, avec la croissance progressive du nombre d'ouvriers, elles donnent, à leurs yeux, un caractère inéluctable à l'avènement du socialisme. C'est sur cette base politique que se constitue la SFIO et que s'impose, à partir de 1908, l'influence prédominante de Jaurès à sa direction.

En 1914, la SFIO est devenue avant tout un parti parlementaire, mais n'est ni un parti de classe ni un parti de masse. Ses effectifs restent maigres par rapport à ceux de la social-démocratie allemande ou du Parti travailliste anglais. Comme la très grande majorité des partis européens, les socialistes français soutiennent leur propre bourgeoisie dans le premier conflit mondial.

Il reste de cette période un mouvement socialiste riche d'expériences et du dévouement de ses militants, animés par l'idéal de transformation sociale. Et ce passé a encore bien des résonances aujourd'hui.

C'est pourquoi nous avons choisi de décrire ses combats, notamment dans les premières années, et de citer ses acteurs, Guesde, Lafargue, Vaillant, Jaurès, en montrant leurs apports comme leurs limites.

De la même manière, afin d'éclairer le lecteur, nous avons choisi de citer les observateurs de son développement qu'ont

été successivement Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky.

Nous nous proposons de retracer le cheminement du socialisme en France de 1871 à 1914 en deux volumes. Le premier tome sera consacré à son essor après la répression de la Commune de Paris jusqu'à l'année 1898, au moment où les socialistes ont acquis une audience nationale et où les signes de rapprochement laissent entrevoir l'unité entre les différentes organisations. Le second couvrira la période s'ouvrant avec la crise que provoque l'entrée d'un socialiste au gouvernement à la suite de l'Affaire Dreyfus, en passant par l'unité dans la SFIO sur une base qui s'avère réformiste, jusqu'à à l'Union sacrée en 1914.

Première partie

1871-1881
Relever un drapeau et faire naître un parti de classe

Le mouvement socialiste révolutionnaire émerge à la fin des années 1870. Il aura fallu près de dix années pour que les militants ouvriers se relèvent de la répression de la Commune de Paris. Quels ont été facteurs permettant la création du premier parti ouvrier en France, la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF) ? Quels obstacles les acteurs de ce renouveau ont-ils rencontrés ?

CHAPITRE Ier

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉPRESSION DE LA COMMUNE DE PARIS

En mai 1871, avec les derniers combattants de la Commune qui tombent sous les balles de l'armée versaillaise, c'est une période d'essor du mouvement ouvrier qui prend fin. Commencée par une montée de la combativité à partir du début des années 1860, qui se manifeste par des grèves plus nombreuses et plus radicales, elle avait contraint Napoléon III à composer, en assouplissant la loi Le Chapelier de 1791 qui interdisait toute coalition ouvrière. Cependant, la magnanimité impériale s'arrêtait là. Les chambres syndicales qui commençaient à se constituer restaient sans cadre légal, et les grèves, comme celles de La Ricamarie en juin 1869 et du Creusot en janvier 1870, étaient réprimées par l'armée.

En 1866, Marx, dans ses communications aux délégués du congrès de la Ire Internationale, l'Association internationale des travailleurs (AIT), réunis à Genève, soulignait : « *Les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus les foyers d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités*

et les communes médiévales l'étaient devenues pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont devenus indispensables pour la guérilla quotidienne entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'organisations qui favorisent la dissolution du salariat lui-même. »

De cette période, une génération de militants a émergé. Le plus grand nombre est sous l'influence des idées anarchistes, notamment celles de Proudhon, rejetant toute forme de gouvernement ou d'État, faisant de l'association et du fédéralisme la base de la transformation sociale. D'autres sont encore marqués par un socialisme utopique s'inspirant de Cabet et Fourier. Enfin, il y a ceux qui, influencés par Blanqui, se préparent dans des organisations secrètes à la prise du pouvoir par un coup de main audacieux. Rares sont ceux qui, comme Léo Frankel ou Auguste Serrailler, se réclament de Marx. La figure de l'ouvrier relieur Eugène Varlin est notable. Il est à l'origine de la constitution de nombreuses chambres syndicales à Paris, dont le siège est au même endroit que le bureau de la Ire Internationale, l'AIT, dont il est aussi l'un des dirigeants. Au congrès de l'AIT de 1869, il se prononce pour la propriété collective des moyens de production. En correspondance avec Marx, il a beaucoup de points de convergence avec lui, mais ne partage pas sa conception de la nécessité d'un gouvernement ouvrier centralisé.

Par la répression de la Commune de Paris, c'est toute une génération militante qui est fauchée, avec de 18 000 à 35 000 morts selon les estimations, 38 000 arrestations, 13 000 condamnations, dont 4 800 à la déportation. Voici

comment Thiers, chef du gouvernement, s'en félicite au nom des classes possédantes : « *Le sol est jonché de leurs cadavres ; ce spectacle affreux servira de leçon.* » Les militants qui ne sont pas morts lors des combats comme Varlin, sont déportés comme Louise Michel ; emprisonnés comme Blanqui ; en exil comme Vaillant, Guesde, Lafargue, Brousse ou Vallès.

La fin de la Commune précipite celle de l'AIT

Les classes dirigeantes rendent la Ire Internationale responsable de l'insurrection. La loi du 14 mars 1872 stipule que « *toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.* » Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, ajoute : « *L'Internationale est une société de guerre et de haine. Elle a pour base l'athéisme et le communisme, pour but la destruction du capital et l'anéantissement de ceux qui le possèdent, pour moyen la force brutale du grand nombre qui écrasera tout ce qui essayera de résister.* »

Cette loi – qui ne sera abrogée qu'en 1881 – permet au pouvoir de pourchasser les militants qui tentent de remettre sur pied des relations internationales.

Les tentatives faites par l'AIT pour maintenir le contact avec Paris, Toulouse et Bordeaux échouent. Seules quelques

fédérations, sous l'influence de l'anarchiste Bakounine, survivent dans le sud-est de la France.

L'AIT, fragilisée par la défaite de la Commune, voit redoubler en son sein l'opposition anarchiste. Au congrès de La Haye en septembre 1872, les partisans de Bakounine, qui constituent une grande partie de la délégation française, sont exclus pour avoir voulu imposer l'autonomie des fédérations. Pour Marx, ce serait porter atteinte au rôle de l'Internationale pour la constitution de partis de classe. Il souligne : « *Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes.* » « *Cette constitution du parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes.* » « *La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par la lutte économique* [syndicats par exemple], *doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiteurs.* »

Quelques semaines après le congrès de La Haye, c'est au tour des blanquistes de quitter la Ire Internationale. Ils sont en désaccord avec le transfert de son siège à New York et, pour eux, la priorité doit être de prendre une revanche sur les massacreurs de la Commune, comme ils l'affirment en 1874 dans un manifeste intitulé *Aux communeux*.

Après avoir tenu deux congrès en 1873 et 1876, l'organisation internationale, affaiblie, se met en sommeil et ne joue aucun rôle dans la renaissance du mouvement socialiste en France.

La mise en place du régime républicain

Après la défaite de la Commune, la vie politique est dominée par les forces les plus réactionnaires. L'Assemblée issue des élections de février 1871 compte plus de 400 monarchistes contre une centaine de républicains qui, dans leur grande majorité, ont montré la même hostilité à la Commune. Dans ce contexte, la République proclamée par Gambetta le 4 septembre 1870 n'a dans un premier temps qu'une valeur virtuelle.

Cependant, les prétentions du comte de Chambord, qui rêve d'un retour à la France d'Ancien Régime, lui aliènent au fil des mois les milieux de la grande bourgeoisie. Ceux-ci prennent aussi conscience que le régime républicain pourrait tout à fait convenir à la défense de leurs intérêts de classe. Cette conception est partagée par Thiers, qui voit dans le suffrage universel, s'il est utilisé avec habileté, le moyen de donner une légitimité démocratique à l'action de l'État, même quand elle s'exerce dans l'intérêt d'une minorité.

Aux élections suivantes, les républicains progressent, grâce notamment au vote des classes populaires. Thiers se dit alors favorable à la perspective d'une république conservatrice. Cette déclaration prématurée lui vaut d'être renversé en mai 1873 par l'Assemblée monarchiste et amène au pouvoir Mac Mahon. Chef de l'armée versaillaise qui écrasa la Commune, il veut favoriser la restauration de la monarchie et, *« avec l'aide de Dieu »*, le retour d'un *« ordre moral »*. Mais les divisions entre légitimistes, partisans du

comte de Chambord, et orléanistes, soutiens du comte de Paris et favorables à une monarchie parlementaire, et surtout le succès des républicains aux élections de 1876 ruinent progressivement les derniers espoirs de restauration.

En 1877, Mac Mahon, cherchant à s'opposer à l'évolution vers la république, prend prétexte d'un discours du radical Gambetta, où celui-ci déclarait « *Le cléricalisme, voilà l'ennemi* », pour faire usage de son droit de dissolution. Mais ce « coup du 16 mai » confirme la majorité républicaine à la Chambre des députés. Deux ans plus tard, en 1879, les républicains prennent le contrôle du Sénat et obligent Mac Mahon à quitter le pouvoir. La république est confortée.

Désormais au pouvoir, les républicains modérés sont les représentants politiques des milieux d'affaires et des classes sociales privilégiées, avec le conservatisme social pour fond idéologique. Après la fin de l'occupation militaire allemande, obtenue en 1873 par le paiement d'une indemnité de 5 milliards de francs, leur priorité est le rétablissement de la bonne marche des affaires, en adaptant le territoire aux nouvelles frontières du pays, amputé de deux de ses principales régions industrielles : la Lorraine, à la métallurgie moderne et aux ressources minières importantes, et le pôle textile mulhousien. Le financement par l'emprunt de ces réparations de guerre et des grands travaux de Freycinet fait le bonheur des rentiers, des banques et de la grande bourgeoisie.

À la gauche des républicains modérés, les radicaux de Gambetta complètent la majorité parlementaire. Ils mettent en avant la séparation nette de l'Église et de l'État,

l'instruction publique et le réformisme social. Dans leurs rangs figurent Louis Blanc, l'ex-socialiste de 1848, Ledru-Rollin et Jules Simon, membres avant la Commune de la Ire Internationale. Les radicaux dénoncent le pouvoir des grands groupes industriels et commerciaux, se disent favorables au contrôle par l'État des chemins de fer, des mines et de la Banque de France, à la réglementation de la durée de la journée de travail, à la création de caisses de retraite et à l'instauration d'un impôt sur le revenu afin de réduire les inégalités.

Les milieux ouvriers soutiennent les radicaux car, comme l'indique le militant coopérateur Barberet, ami personnel de Gambetta : « *Les travailleurs supportent leur misère avec calme, parce que le gouvernement s'appelle la République : le mot est magique sur l'esprit des travailleurs ; ce mirage les fait espérer.* »

Les radicaux ont des relais influents parmi les travailleurs grâce aux coopérateurs. Ceux-ci s'inspirent des théories de Fourier, Cabet, Louis Blanc et Proudhon, pour qui la transformation de la société serait possible par la création de communautés humaines, harmonieuses et libres, en développant le mutualisme et le coopérativisme par la collaboration du capital et du travail.

Ce mouvement coopératif se développe dès la moitié du 19e siècle et se concrétise notamment par des coopératives de consommation, dont le but est de vendre moins cher les produits. Quelques-unes sont de filiation socialiste, comme L'Égalitaire, fondée en 1876 à Paris, et cherchent à cultiver leurs membres en fondant des bibliothèques populaires, et à

les former sur le plan politique. Mais la très grande majorité est dirigée par des coopérateurs pour qui les coopératives de consommation sont une étape permettant « *d'atteindre au capital nécessaire à la constitution des ateliers coopératifs syndicaux dont les producteurs feront l'instrument de suppression du salariat* ». Mais bien peu de coopératives de production voient le jour.

Sur le plan politique, ils s'opposent aux grèves, rejettent la lutte des classes et le socialisme. Ils prêchent la patience et la subordination de toute revendication, que ce soit la libre constitution des chambres syndicales ou l'amnistie des communards, à la consolidation de la république.

La condition ouvrière

Par rapport à la Grande-Bretagne, comme le soulignait Marx, la France est en retard dans son développement industriel. Elle est encore un pays rural, marqué par le maintien de très petites exploitations. Les ouvriers sont minoritaires, de l'ordre de 30 % de la population active.

La condition ouvrière est particulièrement difficile : les journées de travail sont de 12 ou 13 heures et les salaires permettent difficilement de vivre. Nombreux sont les travailleurs qui restent liés à l'activité agricole et considèrent leur emploi d'ouvrier comme un complément de revenu. Il en est ainsi des ouvriers à domicile de la région stéphanoise ou du Jura, des ouvriers-paysans de Carmaux ou Mazamet. Les patrons se plaignent de leurs absences aux moments de forte activité agricole, comme lors des moissons. Enfin,

d'autres ouvriers, notamment dans le bâtiment, circulent à travers le pays, travaillant au gré des opportunités. Tous cherchent à éviter les tâches répétitives des bagnes capitalistes que sont notamment les usines textiles ou les entreprises « géantes », comme celle de Schneider au Creusot, qui restent des exceptions. Face à ces stratégies d'évitement, le patronat essaie de fixer la main-d'œuvre ouvrière en lui attribuant des lopins de terre ou des logements dans les premières cités ouvrières. Le paternalisme n'est jamais sans arrière-pensées.

Les ouvriers travaillent le plus souvent dans de petites unités, où la frontière avec l'artisanat est mince. Celui-ci est encore fortement présent, y compris dans les grandes villes comme Paris, les ouvriers travaillant surtout dans de petits ateliers de cordonnerie, d'horlogerie, de menuiserie ou de l'industrie du luxe.

Tous ces modes de travail favorisent dans une certaine mesure un sentiment d'indépendance, terreau plus favorable aux idées de Proudhon, faites d'anarchisme, de coopération et de mutuellisme, qu'au marxisme. C'est un handicap supplémentaire pour la construction d'un parti de classe.

Malgré tous les obstacles qui se dressent pour la réalisation de cet objectif, ce parti émerge à la fin des années 1870 grâce à la combativité des travailleurs et à la constitution d'une avant-garde de jeunes militants.

CHAPITRE II

UN MOUVEMENT OUVRIER EN RECONSTITUTION

Dès l'été 1871, quelques semaines après l'écrasement de la Commune, des grèves éclatent dans le textile à Rouen et Roubaix. À Paris, les cochers et les ouvriers du cuir cessent le travail. L'hiver suivant connaît des grèves plus importantes : notamment à Rouen, où 3 600 tisseurs cessent le travail, et à Brassac, où un millier de mineurs refusent pendant un mois de descendre dans les puits. Ces grèves ont le plus souvent un caractère spontané et offensif, revendiquant hausses de salaire et réduction du temps de travail à 10 ou 11 heures. Le mouvement s'amplifie l'année suivante, en 1872, avec 151 grèves, un niveau encore jamais atteint. La plus importante a lieu dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais. Face aux mineurs en grève, le pouvoir se montre d'une extrême détermination. Thiers écrit au préfet : « *C'est tout simplement de leur part une tentative de perturbation sociale, qu'il est impossible de souffrir. Dispersez les bandes avec de la cavalerie appuyée d'infanterie.* […] *Le gouvernement de la république doit moins qu'un autre souffrir le désordre.* » Un mineur est tué et plus de cent arrestations

sont effectuées, suivies de condamnations allant jusqu'à deux ans de prison.

En août 1872, à Paris, la tentative du militant coopérateur Barberet de regrouper 23 chambres syndicales, en créant le Cercle de l'union ouvrière, est interdite par le gouvernement. À Lyon, en 1874, l'Union des ouvriers des métaux est aussi dissoute. Malgré le maintien de l'état de siège, qui permet de convoquer les militants ouvriers devant un conseil de guerre, les travailleurs poursuivent leurs efforts d'organisation par la création de chambres syndicales. Une dizaine voient ainsi le jour à Paris entre 1873 et 1876.

La fin de l'état de siège en 1876 puis l'arrivée au pouvoir des républicains ne changent pas l'attitude de l'État à l'égard du mouvement ouvrier. L'existence des chambres syndicales est un état de fait, tout juste toléré mais sans cadre légal. Leurs réunions se déroulent sous l'étroite surveillance d'un agent de police. Même l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Philadelphie de 1876 provoque l'intervention du gouvernement républicain, qui entend en choisir les membres. Finalement, une deuxième délégation est constituée, qui préfère se passer des subsides de l'État et garder son autonomie.

Le pouvoir est de plus en plus inquiet de l'augmentation du nombre de grèves en 1875 et 1876. À la différence des coopérateurs, les jeunes militants qui les animent sont convaincus de leur efficacité pour obtenir la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail : ainsi Henri Carette et Achille Lepers, deux ouvriers tisserands, fondent en 1876 la Chambre syndicale ouvrière des industries de

Roubaix, véritable Bourse du travail avant l'heure, apportant aide et conseils aux travailleurs ; de même l'ouvrier horloger Jean Lombard, qui s'investit dans la création des chambres syndicales à Marseille.

Désireux de se porter à la tête d'un mouvement ouvrier en essor, les coopérateurs, avec le soutien des radicaux, lancent un appel à un congrès ouvrier à Paris. Il se tient en octobre 1876. 360 délégués sont présents, aux deux tiers parisiens. D'après les organisateurs, ils représentent plus d'un million de travailleurs, chiffre qui semble surévalué. Les débats se concentrent sur les questions professionnelles et font une large place à l'association coopérative. Surtout, les délégués s'accordent pour condamner les grèves, leur préférant un arbitrage des pouvoirs publics entre patrons et salariés, et rejettent toute action politique.

Pour nombre de communards en exil, ce congrès est un recul. Depuis Londres, les militants blanquistes expriment ce sentiment, dans une brochure attribuée à Édouard Vaillant et intitulée *Les syndicaux et leur congrès* : « *Dans la ville de la Révolution, cinq ans après la lutte de la Commune, sur la tombe des massacrés, devant le bagne de Nouméa, devant les prisons pleines, il semble monstrueux que des hommes aient pu se trouver osant prendre le caractère de représentants du prolétariat pour venir en son nom faire amende honorable à la bourgeoisie, abjurer la Révolution, renier la Commune.* […] *Ce n'est pas au prolétariat révolutionnaire, qui a déclaré une guerre sans merci à la bourgeoisie, qu'il faut parler d'entreprises de détail, de coopération, de suffrage*

universel et autres farces réactionnaires. Il n'y voit qu'un procédé d'escamotage de la Révolution. »

Un autre exilé, Jules Guesde, tout en partageant ces critiques, souligne pourtant la portée du congrès. Il relève :

« *1. Que c'était la première fois qu'il était donné au prolétariat de se réunir et de faire entendre sa voix.*

2. Que cette réunion avait lieu cinq ans à peine après les journées de Mai, dans le Paris de révolution ouvrière ou sociale du 18 mars.

3. Que la première parole des délégués, leur premier acte, avant même de parler et d'agir, a été pour se séparer, pour se distinguer de tous les partis politiques existants, en excluant de leurs délibérations tout ce qui n'était pas travailleur manuel, délégué de travailleurs également manuels. »

Jules Guesde (1845-1922)

De son vrai nom Jules Bazile, il prend ce pseudonyme pour ne pas nuire à sa famille conservatrice. D'abord fonctionnaire, il devient journaliste en 1867 et se définit comme républicain, athée. Deux ans plus tard, il est un candidat radical à Paris.
Il est condamné une première fois à six mois de prison pour son opposition à la guerre contre la Prusse puis une deuxième fois à cinq ans pour son soutien à la Commune de Paris, ce qui l'oblige à l'exil. En Suisse, il adhère à la section de Genève de l'AIT, alors sous l'influence de l'anarchiste Bakounine. Guesde est alors un socialiste libertaire, hostile aux conceptions de Marx. Sa santé déjà fragile et des difficultés financières le poussent à partir en Italie en 1873, où il milite avec des socialistes, ce qui l'éloigne de l'anarchisme. De retour à Paris en 1876, il est en contact avec des émigrés politiques, comme le socialiste espagnol José Mesa et le social-démocrate allemand Carl Hirsch, qui l'initie au marxisme. Dès lors, son action est déterminante dans la construction du premier parti ouvrier et la diffusion des idées

marxistes, notamment par les 1200 conférences qu'il tient à travers le pays de 1882 à 1890 ou par ses brochures de vulgarisation. Certaines idées sont transmises, comme le mécanisme de la plus-value, la lutte de classe et la nécessité de la révolution prolétarienne. Ne maîtrisant pas l'allemand, il a cependant une connaissance imparfaite des conceptions de Marx, ce qui fait dire à ce dernier, au début des années 1880, relevant l'imprécision des formulations de Guesde : *« Ce qu'il y a de certain, c'est que moi, je ne suis pas marxiste. »* Guesde souffrira de ce manque, notamment face à Jaurès qui, germaniste, connaît l'œuvre de Marx, souvent pour l'interpréter et s'en distinguer.

Le journal *L'Égalité*

À Paris, Guesde participe aux réunions du café Soufflet, où se rencontrent socialistes et anarchistes, initiateurs d'une candidature socialiste lors des élections législatives de 1876. Dès cette époque, encouragé par les progrès du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne et la toute nouvelle unification du Parti social-démocrate en Allemagne, il est convaincu que le prolétariat, pour parvenir à la transformation de la société, doit avoir son parti, défendant ses propres intérêts politiques de classe et la perspective de l'abolition du salariat par la propriété collective du sol et des moyens de production.

Pour propager les idées socialistes, un journal est indispensable. En novembre 1877, Guesde parvient à réunir les fonds nécessaires à la parution de *L'Égalité*, nom que prend aussi le groupe de militants qui l'entourent.

Dans son premier numéro, *L'Égalité* se définit comme collectiviste. Quelques années plus tard, Guesde s'en explique : *« Le collectivisme* […] *ne se distingue pas du communisme tel*

qu'il est sorti de la critique de K. Marx. Si cette appellation a prévalu en France, c'est que, pour les besoins de notre propagande, il y avait lieu de se distinguer des divers systèmes socialistes […] *qui versaient tous dans l'utopie.* » Ce terme assez large permet aussi d'associer à la rédaction de *L'Égalité* des militants de tendance libertaire ou d'autres courants socialistes.

L'objectif de *L'Égalité* est avant tout de s'adresser aux jeunes militants ouvriers qui ont animé les grèves de 1875 et 1876, dont un certain nombre seront présents lors du deuxième congrès ouvrier prévu à Lyon. Guesde juge essentiel de profiter de cette tribune pour diffuser les thèses collectivistes.

Ce deuxième congrès ouvrier (du 28 janvier au 8 février 1878) réunit 138 délégués venant de 24 villes différentes et reste dominé par les coopérateurs. Mais deux militants collectivistes sont présents : Dupire, du syndicat des tailleurs parisiens, un des rédacteurs de *L'Égalité,* est influencé par Guesde ; Ballivet, appartenant au syndicat des mécaniciens de Lyon, est de tendance anarchiste. Ce dernier déclare, à propos de l'enseignement : « *Cette grande réforme de l'éducation, cette institution de l'enseignement intégral qui doit faire de tout homme un producteur et de tout producteur un homme instruit, ne pourra devenir une réalité que dans une société où régnera l'égalité économique, c'est-à-dire basée sur la propriété collective ; et la condition préalable pour l'organisation d'une telle société, c'est la destruction de l'État politique, juridique, militaire et bourgeois par la révolution sociale.* » Ils proposent la résolution suivante : « *Considérant*

que l'émancipation économique des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail ; que pour atteindre ce but, il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production, matières premières et instruments de travail ; conséquemment le congrès invite toutes les associations à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail. » Elle ne recueille que huit voix, mais pose un jalon pour l'avenir.

Les républicains, inquiets de l'irruption des thèses collectivistes et du rebond des grèves, multiplient les pressions sur le mouvement ouvrier. L'administrateur du journal *Le Prolétaire,* publié par une association coopérative animée par des militants syndicaux parisiens, est condamné à un an de prison. *L'Égalité* subit perquisitions et amendes destinées à contrecarrer sa diffusion. Le 14 juillet 1878 – la date est en soi un symbole – *L'Égalité* se voit infliger une forte amende pour *« excitation à la haine entre les citoyens, provocation à la désobéissance aux lois ».* Son gérant, Émile Darrieux, condamné à un an de prison, est obligé de fuir à l'étranger.

Les coopérateurs, soucieux du respect de la légalité comme de leurs relations privilégiées avec les radicaux, préfèrent renoncer au congrès international auquel ils avaient appelé lors de celui de Lyon. Guesde et les militants qui l'entourent le reprennent à leur compte et l'organisent en septembre 1878. Dès son ouverture, Guesde et 37 délégués sont arrêtés, par application de la loi contre l'AIT de 1872. Lors du procès, il assure la défense collective des accusés et sa

plaidoirie, véritable réquisitoire contre la république bourgeoise, circule à travers le pays : « *Le gouvernement vient de montrer clairement qu'il n'y a pas égalité entre les bourgeois et les prolétaires ; on a interdit le seul congrès ouvrier, tandis que toutes les variétés de la France capitaliste ont pu librement tenir des congrès internationaux.* » Et de conclure que l'égalité civile, que « *la bourgeoisie n'a cessé de nous donner pour la conquête la plus précieuse de son 89, ne dépasse pas la limite de la classe dirigeante et possédante* ».

Condamné, comme les autres organisateurs du congrès, à six mois de prison, il met à profit sa détention pour rédiger *Programme et adresse des socialistes révolutionnaires français*. Ce manifeste est signé en avril 1879 par 541 militants, essentiellement des ouvriers, et trouve une large diffusion. Guesde entretient aussi une correspondance avec Marx, dans laquelle il affirme : « *Comme vous, je suis persuadé qu'avant de songer à l'action il faut avoir constitué un parti, une armée consciente, au moyen d'une propagande aussi active que continue. Comme vous enfin, je nie que la simple destruction de ce qui existe suffise à l'édification de ce que nous voulons.* » Dans un autre courrier, il précise qu'il faut « *couper le câble qui retenait encore nos travailleurs dans les eaux radicales ou jacobines bourgeoises et leur démontrer le néant des solutions à l'amiable ou pacifiques (coopération, banques, etc.)* »

Toujours privé de journal, Guesde multiplie ensuite les réunions publiques. C'est son principal moyen de propagande pour rallier des militants ouvriers en vue du prochain

congrès ouvrier et donner naissance à un parti ouvrier indépendant de toutes les forces politiques bourgeoises.

La création de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF)

Le troisième congrès ouvrier se déroule du 20 au 31 octobre 1879 à Marseille. Guesde, malade, n'est pas présent à ce que lui-même appellera désormais « *l'immortel congrès* ». Dès l'ouverture, le ton est donné, car les délégués décident unanimement de prendre le nom de congrès ouvrier socialiste, sur la proposition du militant ouvrier marseillais Jean Lombard, correspondant de *L'Égalité*. À la place de la devise de la république, il est inscrit à la tribune : « *La terre aux paysans, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous* ». Les organisateurs du congrès ont par ailleurs mis à l'ordre du jour la création d'un parti politique pour les travailleurs. Si le nombre de délégués est sensiblement le même qu'à celui de Lyon, deux fois plus de villes (45), essentiellement situées dans les principales régions industrielles du pays, sont représentées. Toutes les tendances y participent, des collectivistes, regroupant socialistes et anarchistes, aux coopérateurs. Les délégués ont été désignés par des chambres syndicales ou des cercles d'étude politique. Ce mélange n'est pas du goût des coopérateurs, qui jugent ces cercles bien peu représentatifs, du fait de leur petite taille. En fait, bien plus qu'à une quelconque manœuvre, cela correspond à l'état réel du mouvement ouvrier, en pleine reconstruction.

Les débats sont suivis avec passion par les ouvriers, qui sont jusqu'à 1 800 dans la salle. Les collectivistes, majoritaires, dénoncent la politique de compromis des coopérateurs et le mépris avec lequel les républicains considèrent les revendications ouvrières. Le congrès affirme l'égalité politique et sociale des hommes et des femmes et se prononce pour la suppression du salariat et la propriété collective des moyens de production. Les résolutions proposées par les collectivistes sont adoptées (par 76 voix contre 23). La principale souligne la nécessité « *qu'avant toute chose, le prolétariat fasse une scission complète avec la bourgeoisie, et se sépare d'elle sur tous les terrains, à la fois intellectuel, juridique, politique et économique* […] *et propose donc de voter la formation en France d'un parti de travailleurs et que chaque groupe ait l'obligation au moins morale de présenter à toutes les élections des candidats ouvriers socialistes partout où il le pourra.* »

Enfin, le congrès confie à Jules Guesde la mission de doter le jeune parti ouvrier d'une base politique claire, c'est-à-dire d'un programme basé sur les principes du socialisme révolutionnaire, et d'en assurer la diffusion lors des prochaines élections.

À leur retour du congrès de Marseille, les délégués communiquent leur enthousiasme, faisant adhérer leurs chambres syndicales, leurs cercles d'étude ou des coopératives ouvrières au tout nouveau parti, la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF). D'autres militants, jusque-là isolés, envoient spontanément leur adhésion. Des réunions sont organisées dans de nombreuses villes

ouvrières. Guesde, à peine remis de sa maladie, s'investit totalement dans cette campagne.

Le programme de la FTSF : pour la construction d'un parti socialiste et révolutionnaire

En mai 1880, Jules Guesde se rend à Londres afin d'élaborer le programme de la FTSF avec Marx, Engels et Lafargue. Engels raconte : « *Marx lui a dicté les considérants de ce programme, Guesde tenant la plume* » et ajoute : « *C'est un chef-d'œuvre de démonstration frappante, susceptible d'être exposée aux masses en quelques mots clairs, comme je n'en connais que peu, moi-même ayant été étonné par sa concision.* » Le préambule pose le principe de la révolution sociale et du but communiste en ces termes :

« *Considérant,*

que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terres, usines, navires, banques, crédit, etc.) ;

qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

la forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

la forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste ;

considérant,

que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive – ou prolétariat – organisée en parti politique distinct ;

qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. »

À cette déclaration s'ajoute un programme de revendications politiques et économiques immédiates. Afin de le soumettre et le faire adopter par tous les groupes et syndicats, Jules Guesde le publie en juin 1880 dans *L'Égalité*, qu'il est parvenu à faire reparaître.

Ce programme est combattu par les coopérateurs, qui rejettent l'idée de l'indépendance politique du prolétariat, qui s'exprimerait par des listes autonomes aux élections, et veulent limiter l'action des militants ouvriers à des revendications professionnelles. Ils espèrent reprendre le contrôle du mouvement ouvrier lors du congrès suivant, prévu au Havre en novembre 1880.

Dès son ouverture, la rupture est consommée et deux conférences se déroulent parallèlement : l'une rassemble les collectivistes, des guesdistes aux anarchistes, l'autre regroupe le courant des coopérateurs. Ces derniers poursuivent désormais, en marge du mouvement ouvrier socialiste, leur action dans les coopératives, avec le soutien du pouvoir républicain et des radicaux.

Marx fait ce constat : « *En France, les choses progressent bien. Notre conception communiste s'y fraye un passage*

partout. » Il ajoute : « *Cela prouve à mes yeux qu'il s'agit là du premier mouvement ouvrier réel en France. Jusqu'à présent on n'y trouvait que des sectes, qui ne recevaient naturellement leurs mots d'ordre que de fondateurs de sectes, cependant que la masse du prolétariat suivait les bourgeois radicaux ou ceux qui faisaient mine d'être radicaux, et elle se battait pour eux le jour de la décision, pour être, le lendemain, massacrée, déportée, etc., par les gaillards qu'elle avait hissés au pouvoir.* » Il souligne le rôle de *L'Égalité*, qui « *offre en France pour la première fois l'image d'une feuille ouvrière au sens véritable du terme* ».

L'influence des idées socialistes a effectivement progressé. Cette évolution s'appuie sur une montée de la combativité des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions d'existence. Le mouvement de grève atteint un apogée en 1880, avec 190 grèves et 110 000 grévistes, chiffres jamais atteints au cours des dix années précédentes. Jusqu'en 1882, les grèves se concluent le plus souvent par des succès. Le secteur qui en connaît le plus est le textile, notamment dans le nord du pays. Elles se propagent parfois à d'autres professions, comme à Reims, Roubaix, Tourcoing, Lille ou Rouen, où les tisseurs sont rejoints par les ouvriers du bâtiment et de la métallurgie. Les jeunes militants à la tête de ces luttes sont souvent à l'origine de groupes ouvriers ou de cercles d'étude qui rejoignent la FTSF. Ils ne constituent cependant qu'une avant-garde. L'implantation de la FTSF reste limitée à quelques régions ou villes industrielles, dans leur grande majorité les travailleurs restent inorganisés, et c'est avec l'objectif d'étendre son audience et d'affirmer

l'indépendance politique du prolétariat que le jeune parti ouvrier se présente aux élections suivantes.

1881, première participation du parti ouvrier aux élections

Aux élections municipales de 1881 et 1882, la FTSF ne parvient à se présenter que dans une douzaine de villes. Les listes, sous l'intitulé Comité républicain socialiste, mettent en avant le programme du Havre afin de rallier sur cette base politique les travailleurs. Les difficultés sont nombreuses : outre la faiblesse des ressources financières, que l'on essaie de compenser par des collectes, les moyens humains manquent aussi pour coller les affiches, distribuer les tracts, circulaires et bulletins de vote. Enfin, être candidat ou électeur socialiste signifie être mis sur liste noire patronale : le bulletin de vote n'est pas uniformisé et, en l'absence d'enveloppe et d'isoloir jusqu'en 1913, il est facilement reconnaissable. Les républicains accusent les socialistes de faire le jeu de la réaction monarchiste en divisant le camp républicain. Ils sont rejoints par les radicaux, qui condamnent le collectivisme. Clemenceau qualifie même les socialistes de *« jésuites rouges »*.

Au total, 40 000 voix se portent sur les listes présentées par la FTSF. Elles obtiennent 2 556 suffrages à Marseille, 600 à Roanne, 1 642 à Reims (soit 13 % des votants).

Dans l'Allier, la liste conduite par Jean Dormoy à Montluçon recueille 673 suffrages. Celle de Commentry obtient 1 200 voix et Christophe Thivrier devient le premier maire

socialiste en France. Des socialistes font leur entrée dans des conseils municipaux de plusieurs autres villes. Après l'élection municipale de 1881, la direction de la mine de Commentry, inquiète de la poussée socialiste, décide de licencier 300 mineurs choisis pour leurs idées socialistes. Les travailleurs répondent par la grève, que Guesde vient soutenir.

À Montluçon, Jean Dormoy aussi est licencié. Sans espoir de retrouver un travail, il devient commerçant, mais les ouvriers qui viennent s'approvisionner chez lui sont renvoyés. En 1883, à l'issue d'une série de réunions publiques dans la région, Dormoy, Guesde et Lafargue seront condamnés à six mois de prison pour provocation au pillage des usines et de la Banque de France. Voici le portrait que Lafargue fera de Dormoy à Engels, le 28 avril 1883.

« Mon cher Engels,

Nous avons eu le secret de nos poursuites ; on voulait frapper Dormoy, et pour arriver jusqu'à lui, il fallait passer par Guesde et moi. Dormoy est un des hommes les plus énergiques et les plus intelligents que compte le parti ouvrier. C'est un ouvrier métallurgiste ; tant qu'il ne fit que de la propagande républicaine radicale, il était choyé et encouragé par les bourgeois républicains ; comme il était très convaincu et qu'il est très dévoué, il les servait dans les élections et dans la propagande ; mais dès qu'il passa du camp radical dans le camp socialiste, il connut le revers de la médaille ; les hommes […] *se tournèrent contre lui ; on le fit chasser de tous les ateliers métallurgiques de Montluçon,* […] *il se fit marchand d'huile. L'huile à manger est une marchandise que dans ce*

pays l'on porte à domicile, avec une petite charrette attelée d'un âne. Dormoy parcourut la ville de Montluçon, les petites bourgades d'alentour, les centres miniers de Commentry, Bézenet, Montvicq, distribuant son huile et ses idées socialistes. En le chassant des ateliers de laminage, les bourgeois avaient agrandi son champ d'action. Dormoy est l'homme de la contrée, tous les candidats aux places électives de conseillers municipaux, généraux, de députés, le redoutent comme le diable : il fallait donc s'en débarrasser pour les prochaines élections au conseil général qui auront lieu dans trois mois. Un ancien membre de l'Internationale, qui faisait partie du jury qui l'a condamné, nous a dit que, dans la chambre des délibérations du jury, on parla des moyens de paralyser l'action de Dormoy. […] *Le procureur se chargea de faire ressortir le véritable caractère de nos poursuites : Guesde et Lafargue, dit-il, sont des théoriciens, qui ne viennent qu'une fois ou deux dans le pays ; les paroles qu'ils sèment resteraient infertiles s'il ne se trouvait dans le pays des hommes comme Dormoy pour en faire la propagande quotidienne, dans les ateliers, dans les cabarets, dans les petites réunions ; Dormoy est l'homme pratique, autrement dangereux, surtout pour le pays où il réside. »*

Aux législatives, en septembre 1881, les socialistes recueillent 65 000 voix sur près de 7,2 millions de votants. Un seul député se réclamant du socialisme, Clovis Hugues, est élu à Marseille. À Roubaix, Guesde, qui a tenu des meetings devant 1 500 à 2 000 travailleurs, ne recueille que 494 voix sur près de 11 000 votants.

Engels n'est pas surpris par la faiblesse des résultats, car c'est la première fois qu'un parti ouvrier affirme son indépendance politique, notamment vis-à-vis des radicaux. Cependant, il critique la campagne menée par Guesde dans ses meetings et par Lafargue dans ses articles de *L'Égalité,* qui ne manquent pas une occasion de parler de l'imminence et de la violence de la révolution à venir : « *Si les dirigeants n'avaient pas fait bêtise sur bêtise depuis la fondation du parti ouvrier collectiviste, les résultats eussent encore été meilleurs. Mais là aussi les masses sont meilleures que la plupart des dirigeants. Certains candidats parisiens ont perdu des milliers de voix parce qu'ils se sont lancés en province dans les phrases révolutionnaires creuses (qui font partie certes des coutumes de Paris, comme la criée chez les camelots), mais là-bas ils ont été pris au sérieux, et les gens se sont dit : "Faire une révolution avec quoi, puisque nous n'avons ni armes ni organisation ?"* » Et de leur reprocher leur impatience alors que « *le développement français suit son cours régulier, normal et tout à fait nécessaire sous forme pacifique, et cela est en ce moment très utile, parce que sans cela la province ne pourra être entraînée sérieusement dans le mouvement* ».

Quelques groupes et ouvriers socialistes

Les réunions publiques tenues par Guesde sont le moyen de gagner de jeunes militants. Ce sont des ouvriers qui consacrent toute leur énergie à la diffusion des idées socialistes et à la défense des travailleurs participant à la constitution de chambres syndicales. Tous sont l'objet de

persécutions de la part de la bourgeoisie, licenciés et mis sur une liste noire. Poussés vers la misère, ils deviennent marchands itinérants ou sont contraints de changer de ville. Convaincus et déterminés, ils poursuivent leur action, constituant les cadres militants du parti ouvrier, restant liés à Guesde, avec qui ils entretiennent une correspondance et auquel ils fournissent des articles pour *L'Égalité* lorsque celle-ci parvient à paraître. De nombreux journaux ouvriers et socialistes paraissent entre 1881 et 1884, parfois éphémères, mais traduisant l'activité militante.

À Marseille, des comités réclamant l'amnistie pour les communards se sont formés dès 1877-1878. Puis des groupes socialistes, au début clandestins, sont apparus au grand jour en 1879. Ce sont des cercles d'étude tels que le Groupe d'études sociales, Les travailleurs socialistes, le Cercle socialiste phalanstérien. On y lit *L'Égalité* de Guesde et *Le Prolétaire* de Brousse. Des chambres syndicales de marins, de tanneurs, de cordonniers, d'employés, de tailleurs de pierre se sont aussi constituées.

À Reims, c'est au cours de l'année 1878 que l'on a vu apparaître les premières chambres syndicales dans le textile et le bâtiment, du fait de l'action de quelques militants ouvriers influencés par les idées socialistes. Les réunions se déroulaient sous le contrôle de la police, et des agents étaient infiltrés parmi les adhérents. En 1879, les militants adoptent les résolutions du congrès de Marseille. L'année suivante, en avril 1880, une grève pour la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail éclate dans le secteur textile et s'étend au bâtiment. Début mai, de 12 000 à 14 000 ouvriers

sont en grève. Le gouvernement répond en envoyant la troupe. Lors d'une manifestation, le 14 mai 1880, les manifestants sont dispersés à coups de crosse et dix-neuf sont arrêtés par la police, ce qui entraîne la défaite de la grève. Mais les chambres syndicales se sont renforcées durant le conflit, et regroupent désormais 4 000 adhérents sur les 30 000 ouvriers que compte la ville. En octobre 1880, Jules Guesde vient tenir une conférence à Reims. Les quelque mille participants ont la joie d'accueillir Blanqui, récemment libéré, sous un tonnerre d'applaudissements et aux cris de « Vive Blanqui, vive la république, vive la révolution sociale ! ». À cette occasion, Guesde rencontre un jeune ouvrier horloger avec qui il restera lié, Étienne Pédron. En novembre 1881, les militants rémois accueillent le congrès de la FTSF, ce qui montre la solide implantation des socialistes dans la ville. Pédron déploie une intense activité, aidant à la constitution de syndicats, au développement du Parti ouvrier sur le département par des conférences, assurant la parution d'un journal socialiste local, *La Défense des travailleurs*, organisant le soutien aux grèves. Sans travail, car sur liste noire, il quittera Reims en 1889 pour poursuivre son activité à Troyes.

À Saint-Quentin, les idées socialistes s'implantent à la suite d'une conférence de Guesde en 1879, lors de laquelle il se lie politiquement à Jean-Baptiste Langrand, ouvrier tulliste. Langrand a 23 ans lorsqu'il dirige sa première grève en 1878. Des chambres syndicales se constituent et il devient secrétaire du Syndicat des tisseurs et des fileurs. Parallèlement, des groupes socialistes voient le jour. Langrand, à

la tête du groupe socialiste La Défense ouvrière, dirige le mouvement ouvrier local. Il dénonce l'attitude du patron Godin, à Guise, qui, bien que se disant fouriériste, interdit la diffusion des journaux socialistes, notamment *La Défense des travailleurs,* dans son « palais social », le Familistère, qui est selon lui, le moyen de conduire l'ouvrier au bonheur. Pour rédiger et diffuser ce journal, Langrand reçoit à partir de 1887 le renfort de Victor Renard, originaire de Reims. Né en 1864, il était ouvrier fileur à 11 ans, militant syndical à 16 et a adhéré au socialisme en 1881 suite à une conférence de Guesde à Reims. Il est mis sur liste noire par le patronat et devient marchand ambulant.

À Roanne, le socialisme s'est implanté sous l'impulsion notamment de Charles Fouilland. Né en 1858, il a été berger et domestique dans son enfance et est devenu ouvrier tisseur à l'âge de 13 ans. Il a participé en 1876 à la création des premières chambres syndicales. Les réunions se tenaient dans les caves ou les greniers, sans lumière ; un mot de passe était exigé à l'entrée et des militants étaient postés pour annoncer l'arrivée de la police. Lecteur de *L'Égalité,* il a fondé en 1877 les premiers groupes socialistes et en 1879 un comité électoral soutenant la candidature de Blanqui, toujours en prison. En 1882, il est l'animateur du comité de grève regroupant 3 000 ouvriers tisseurs roannais. En 1884, il est condamné à seize mois de prison sur l'accusation mensongère d'avoir frappé un agent de police. Élu plusieurs fois conseiller municipal, il est révoqué par le préfet suite à la manifestation du 1er mai 1891 pour s'être opposé à la troupe venue la réprimer. Chassé de toutes les usines de Roanne,

il poursuit son activité à Montluçon où il crée la Bourse du travail en 1900.

Dans l'Allier, le mouvement socialiste est impulsé par le congrès de Marseille de 1879. À Montluçon, Guesde expose les idées socialistes face à des élus républicains et sort sous les acclamations du public. Le sous-préfet, présent dans l'assistance, le met au défi d'aller exposer ses théories devant un auditoire de paysans. Trois jours plus tard, Guesde remporte le même succès devant des agriculteurs et le sous-préfet, dépité, part sous les huées. Le groupe socialiste se développe alors rapidement, animé par Jean Dormoy et Christophe Thivrier.

Deuxième partie

1881-1890 : Des premiers pas difficiles

La crise économique qui touche la France à partir de 1883 est le fait essentiel de cette période. L'explosion du chômage place désormais le patronat en position de force. Les grèves contre l'aggravation de l'exploitation et de la misère sont le plus souvent vaincues et ces défaites entraînent un recul du mouvement ouvrier. La crise provoque la ruine de petits commerçants, d'artisans, conduisant à une prolétarisation des classes moyennes. Elle touche aussi l'agriculture. Avec elle s'amorce la fin des ouvriers-paysans et des travailleurs à domicile, et le développement du prolétariat moderne. La Grande Dépression provoque une concentration industrielle. Confronté au développement du protectionnisme des autres pays industrialisés, l'État, soucieux des intérêts de la bourgeoisie, développe les conquêtes coloniales afin de donner aux entreprises des marchés plus étendus et protégés, et à la sphère financière des investissements très profitables.

À la gauche des républicains modérés désormais au pouvoir, les radicaux critiquent la politique coloniale, non pour le sort des peuples soumis, mais pour son coût humain et parce qu'à leurs yeux elle détourne de la reconquête de l'Alsace-Lorraine. À la suite de l'échec de l'expédition au Tonkin, le gouvernement Ferry est renversé. Les élections de 1885 donnent

une Assemblée nationale se partageant à parts égales entre conservateurs, radicaux et républicains modérés. Ces derniers, malgré une forte instabilité gouvernementale, conservent le pouvoir grâce au ralliement individuel de députés radicaux. Leur politique reste de préserver l'ordre social et politique et s'attache à fédérer la population autour des symboles républicains, instituant la fête nationale du 14-Juillet ou redonnant à La Marseillaise sa place d'hymne national. Et s'ils font référence à 1789, c'est pour affirmer que c'était un aboutissement et qu'il n'est plus question de révolution. De la même manière, s'ils concèdent l'amnistie totale aux communards en juillet 1880, c'est pour tourner une page douloureuse, au nom de la réconciliation nationale. Quant à l'école laïque et obligatoire, elle a pour objectif de soustraire la jeunesse à l'influence de l'Église et de façonner de bons républicains prêts à défendre la patrie.

Les avancées faites dans les domaines de la liberté de réunion, de presse, ne concernent qu'à la marge les travailleurs. Les journaux socialistes sont soumis à toutes sortes de pressions et de procès, les militants ouvriers sont sous la surveillance de la police, les grèves toujours réprimées. Les syndicats – on commence à utiliser ce terme – ne sont que tolérés. La loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui les autorise est assortie

de tellement de restrictions et d'obligations qu'elle est considérée par une grande majorité des militants ouvriers comme une loi policière.

Cet immobilisme est critiqué par les radicaux. Ils se font les porte-parole de revendications ouvrières comme la liberté syndicale, l'abolition du livret de travail, la réduction de la journée de travail, l'interdiction d'employer des enfants en dessous d'un âge minimum. Ils dénoncent la répression des grèves et ont la sympathie et les suffrages des milieux ouvriers.

La Grande Dépression et ses conséquences politiques constituent une première difficulté pour la construction d'un parti de classe. Une autre est le retour des communards, des militants aux conceptions politiques souvent bien éloignées du programme de la toute jeune FTSF rédigé grâce au concours de Marx, et qui entraîne le départ des anarchistes et des blanquistes. Enfin, se constitue un courant réformiste, les "possibilistes"[1]*, qui attribue à ce même programme les faibles résultats électoraux de 1881.*

1. Concernant les différents courants du mouvement socialiste et leur évolution, on peut consulter le schéma en annexe p. 122.

CHAPITRE Ier

LE TEMPS DES CLARIFICATIONS POLITIQUES

Un programme qui ne fait pas l'unanimité

Le programme socialiste adopté en 1880 au Havre et la participation aux élections ne font pas l'unanimité parmi ceux qui ont constitué depuis deux ans la majorité collectiviste au sein de la FTSF.

Les anarchistes, renforcés par le retour de communards comme Louise Michel, sont opposés à la participation électorale. Ils décident en mai 1881 de quitter la FTSF et préfèrent s'orienter vers la « propagande par le fait », c'est-à-dire vers des actions violentes et symboliques, puis vers le terrorisme. Ils sont quelques milliers sur l'ensemble de la période.

Quant aux blanquistes, ils se sont présentés aux élections municipales, notamment dans le Cher, sous la bannière de la FTSF, mais ils n'en ont pas repris le programme. Depuis son amnistie, Blanqui fait dans son journal *Ni Dieu ni maître* une priorité de la lutte contre les monarchistes. Il meurt le 1er janvier 1881 et son enterrement au Père-Lachaise donne

lieu à une manifestation de 100 000 personnes, dans laquelle des délégations ouvrières venant de toute la France montrent toute l'estime dont bénéficiait le vieux révolutionnaire. Pour les blanquistes, fidèles aux enseignements du « Vieux », les élections ne sont qu'un instrument aux mains de la bourgeoisie pour duper le peuple, et ils privilégient la préparation de la prise du pouvoir par un coup de force de quelques milliers de militants déterminés. Dans une adresse intitulée *Aux révolutionnaires français*, outre leur critique concernant le suffrage universel, ils se prononcent pour une lutte violente contre le pouvoir, la « bastille parlementaire », et le capitalisme. En juin, ils partent de la FTSF pour fonder le Comité révolutionnaire central (CRC). Quelques militants autour d'Édouard Vaillant, ancien délégué de la Commune à l'instruction publique, sont proches des idées marxistes et ce dernier reste en contact avec Guesde et Lafargue.

Édouard Vaillant (1840-1915)

D'une famille aisée de Vierzon, il devient médecin. Il fréquente les milieux d'opposition au Second Empire. Proudhonien, il adhère à la section allemande genevoise de l'Internationale. De retour à Paris lors de la guerre de 1870, il participe à l'insurrection du 4 septembre et se rapproche de Blanqui. Lors de la Commune, il est délégué à l'instruction publique et à l'origine du décret sur la gestion ouvrière des ateliers. Il est l'un de ses derniers combattants. Ayant réussi à fuir, il est condamné à mort par coutumace. En exil, à Londres, il intègre le conseil général de l'AIT sur proposition de Marx. Lors de la conférence de 1871, il affirme *« la nécessité pour le prolétariat de former un parti politique distinct opposé à tous les partis formés par les classes possédantes »*. En 1872, comme tous les blanquistes, il quitte l'AIT, qu'il juge trop peu combative, mais reste lié à Marx et Engels.

Maîtrisant l'allemand, Vaillant étudie leurs œuvres et ils le considèrent comme en grande partie gagné au socialisme scientifique. En 1874, on retrouve l'influence marxiste dans le manifeste blanquiste *Aux communeux*, dont il est le principal rédacteur. Engels le note : *« Il y a un progrès incontestable dans ce programme : c'est le premier manifeste, par lequel des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand. Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour le peuple élu de la révolution et Paris pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de Vaillant. »*
Après l'amnistie, il poursuit le combat en France aux côtés de Blanqui puis, à la mort de celui-ci, devient l'un des dirigeants du CRC. Il s'éloigne ensuite de l'héritage blanquiste et œuvre à l'adoption des idées marxistes dans le CRC. Avec Guesde, Lafargue et Jaurès, Vaillant est l'une des principales figures du socialisme français.

D'autres ont gardé leurs distances vis-à-vis du jeune parti ouvrier. Il s'agit de communards amnistiés proches des radicaux, qui consacrent leur activité à l'édition de journaux contestataires, comme Jules Vallès avec *Le Cri du peuple* ou Prosper-Olivier Lissagaray avec *La Bataille.* Des communards comme Charles Longuet ou Albert Theisz, proches de Clemenceau, fondent l'Alliance socialiste républicaine, s'unissent aux radicaux et présentent des candidats contre ceux de la FTSF.

L'attitude vis-à-vis des radicaux et l'indépendance politique du parti de classe est aussi l'objet de débats au sein de la FTSF.

Les « possibilistes », une remise en question réformiste

Du fait de résultats électoraux qu'ils jugent bien trop faibles, Paul Brousse et Benoît Malon multiplient leurs critiques sur l'orientation politique et accusent Guesde d'autoritarisme mais, derrière, c'est Marx qui est visé. Pour Engels, voici l'une des raisons du procès fait à Marx dans *Le Prolétaire* : « *Ce qui attache Malon et Brousse à cette feuille de chou, c'est leur commune jalousie vis-à-vis de Marx. Pour la masse des socialistes français, c'est une abomination que la nation qui a gratifié le monde des idées françaises, qui a le monopole des idées, et Paris, centre des lumières, doivent maintenant recevoir toutes prêtes les idées socialistes de l'Allemand Marx.* […] *Les gens du* Prolétaire *prétendent que Guesde et Lafargue sont les porte-parole de Marx – ce qui signifie dans la langue des initiés : ils veulent vendre les ouvriers français aux Prussiens et à Bismarck.* »

Lors du congrès de Reims, du 30 octobre au 5 novembre 1881, cette opposition, à laquelle se joint Jean-Baptiste Clément, demande la liberté pour chaque fédération de la FTSF de rédiger son propre programme et de se dispenser de celui du Havre. Guesde, tout en défendant ce dernier, accepte que les fédérations puissent ajouter des considérations locales. C'est sur ce consensus que le congrès se termine.

Brousse poursuit cependant son offensive contre le programme rédigé à Londres avec Marx, écrivant qu'il est éloigné des réalités françaises car rédigé « *dans les brumes de la Tamise* », ajoutant : « *Il est nécessaire que chacun renonce*

désormais au fol espoir de voir entrer tout le prolétariat dans le cadre étroit de sa pensée, de le fondre tout entier dans le moule étriqué d'une doctrine particulière. »

Et de conclure : « *Je préfère abandonner le tout-à-la-fois pratiqué jusqu'ici, et qui généralement aboutit au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser en quelque sorte quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin possibles.* […] *C'est la politique des possibilités.* »

En décembre 1881, joignant les actes à la parole, le socialiste Jules Joffrin se présente lors d'une élection partielle à Paris avec un programme qui reprend des revendications venues du radicalisme et faisant du renforcement du rôle de la commune le moyen de passer progressivement au socialisme.

Guesde et Lafargue, qui est désormais installé à Paris, dénoncent cette candidature « possibiliste », ainsi qu'ils nomment désormais ce courant dans les colonnes de *L'Égalité*. *Le Prolétaire* leur répond en les taxant de « *sectaires et de diviseurs* ».

Engels critique l'attitude de Guesde et Lafargue : « *Nos amis français, qui veulent fonder le parti ouvrier, ont depuis 12-15 mois commis bévue sur bévue.* » « *Au lieu d'abandonner à eux-mêmes MM. Malon et Brousse,* […] *ils sont absolument incapables d'attendre que leurs adversaires s'enfoncent eux-mêmes dans le bourbier : ils ne peuvent s'empêcher de prolonger leur existence en polémiquant avec eux.* »

Pour Marx et Engels, les divergences sur l'orientation générale du parti ne peuvent être comprises que lors

d’événements politiques ou sociaux majeurs permettant d’unir les militants derrière un capital politique commun, pas lors d’une controverse sur une candidature électorale.

Quelques semaines plus tard, Engels fait ce constat dans un courrier à Marx : « *Ce que nous leur avions prédit s’est littéralement réalisé.* […] *Ils sont tombés dans le piège.* […] *À présent, je reçois de Paris une lettre de lamentations sur l’autre : ils seraient battus sans espoir.* […] *Guesde est tout aussi désespéré qu’il était euphorique il y a un mois, et il ne voit pas d’autre salut que de faire sécession avec sa minorité.* »

L’affrontement entre guesdistes et possibilistes se poursuit dans le cadre de la préparation du congrès suivant et crée un désarroi dans les rangs de la FTSF. Celui-ci a lieu à Saint-Étienne, en septembre 1882. Brousse et ses partisans, ayant su récupérer des mandats de syndicats ou de cercles d’étude qui n’avaient pas les moyens d’envoyer un représentant, sont majoritaires. D’autres ont conseillé à leurs délégués de rester neutres. Devant le refus des possibilistes d’un partage équitable du temps de parole, les guesdistes partent avec fracas. Ils se retrouvent à Roanne, du 26 septembre au 1er octobre 1882, pour fonder le Parti ouvrier (PO). Lafargue se félicite auprès d’Engels de la rupture : « *J’estime que tout ce qui a été fait est excellent et que si nous tenons ferme nous battrons les possibilistes.* »

Les possibilistes, qui conservent le nom de FTSF, considèrent également que « *la séparation est la seule solution possible* », Brousse ajoutant : « *Les marxistes ne peuvent pas obéir aux décisions du parti et de ses congrès, parce que leur chef est à Londres. On ne concilie pas le parti ouvrier avec le*

fanatisme marxiste. » Par la suite, *Le Prolétaire* poursuivra ses calomnies en parlant de Guesde comme de *« l'agent de la conspiration marxiste contre le parti ouvrier français ».*

L'accusation d'ingérence de Marx développée par les possibilistes est tout à fait injustifiée, comme Engels l'explique dans sa correspondance : *« Marx – et moi – avons la même position vis-à-vis des Français que vis-à-vis des autres mouvements nationaux. Nous sommes en relation constante avec eux, pour autant que cela en vaut la peine et quand l'occasion se présente, mais toute tentative d'influencer les gens contre leur volonté ne pourrait que nous nuire et ruiner la vieille confiance qui date du temps de l'Internationale. Sans compter que nous avons trop d'expérience "des choses révolutionnaires" pour le faire.* » Il ajoute : *« Nous n'entretenons même pas de correspondance avec Guesde. Nous ne lui avons écrit qu'à l'occasion d'affaires déterminées. Marx, comme moi, a donné de temps en temps un conseil à Guesde par l'intermédiaire de Lafargue, mais c'est à peine s'il a jamais été suivi.* »

Désormais, chacun doit choisir entre le Parti ouvrier de Guesde ou la FTSF de Brousse. Dans certaines villes ou départements, l'unanimité se fait pour l'une ou l'autre tendance. Ailleurs, les militants se partagent, avec pour conséquence deux groupes différents se réclamant du socialisme.

Paul Lafargue (1842-1911)

Il est né à Santiago de Cuba. Sa famille, descendante de planteurs aisés, s'installe à Bordeaux en 1851. Venu à Paris en 1861 étudier la médecine, il fréquente les milieux d'opposants à Napoléon III. Il est alors influencé par

les idées de Proudhon. En lien avec la classe ouvrière, il vient présenter, en 1865, un rapport sur l'état du mouvement ouvrier français au Conseil général de l'AIT, à laquelle il a adhéré. L'année suivante, il se rend avec des blanquistes au premier congrès international des étudiants et rencontre Auguste Blanqui. À son retour, il est exclu à vie de la faculté de médecine pour ses activités politiques et part à Londres pour finir son cursus. Il devient membre du Conseil général de l'AIT et se lie à Marx, dont il adopte les conceptions. Il rencontre Laura, fille cadette de Marx, avec qui il se marie en avril 1868. Puis le jeune couple vient s'installer à Paris en octobre. De leur union naîtront trois enfants, qui meurent tous en bas âge. En 1871, Lafargue, alors en province, prend fait et cause pour la Commune, ce qui le contraint à l'exil en Espagne puis à Londres. Ce n'est qu'en 1882 que Paul et Laura reviendront en France.

À partir de fin 1879, Lafargue est en correspondance avec Guesde à qui il fournit des articles pour *L'Égalité* et des conseils sur l'orientation du jeune Parti ouvrier. Afin de combler le déficit théorique des militants marxistes et de contrer la tentative de Jaurès de mêler idéalisme et marxisme, il publie, à la fin des années 1890, différents ouvrages combattant la religion, l'idéalisme, et expliquant le matérialisme et la dialectique.

Laura Lafargue (1846-1911)

Elle a reçu une solide formation intellectuelle et est convaincue du socialisme scientifique. Maîtrisant parfaitement l'anglais, le français et l'allemand, elle joue un rôle méconnu mais déterminant dans la diffusion du marxisme en France car bien peu de traductions des œuvres de Marx et d'Engels ont été réalisées. En effet, si le livre I du *Capital* est publié en français à partir de 1872, il faut attendre 1880 pour la diffusion, grâce à Paul Lafargue, d'extraits de l'*Anti-Duhring* d'Engels, sous le titre de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. C'est Laura qui assure en 1885 la première traduction française du *Manifeste du Parti communiste*. En 1893, elle prend une grande part à celle de *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, et à celle des *Thèses sur Ludwig Feuerbach*.

Laura reste de son côté l'interlocutrice privilégiée d'Engels jusqu'à sa mort, en 1895. Il se fie à son avis sur les chefs socialistes, dont Guesde et Lafargue, qui manquent de patience. *« Je crois vraiment que tu es à peu près la seule personne à Paris capable de conserver la tête froide et lucide* [et qui évite à Paul] *beaucoup de gaffes »*, écrit-il.

Socialisme municipal ou socialisme révolutionnaire ?

En 1883, Paul Brousse tente de donner une doctrine aux possibilistes. Dans *La propriété collective et les services publics,* il affirme que l'évolution économique et sociale conduit pacifiquement au collectivisme : « *L'effort humain se meut d'abord à l'intérieur du cercle familial. Puis il se spécialise, se constitue en métier, un jour vient où la concurrence se déchaîne. La concurrence appelle l'association, mère du monopole, tôt ou tard amène l'intervention de l'État qui le résout en service public.* » Brousse ajoute qu'une autre tendance est le développement de la gratuité, comme pour les routes et l'éclairage public, avant de conclure : « *Quand nous aurons tous les services gratuits, ce sera le communisme.* »

Pour les possibilistes, la commune, dont le gouvernement vient d'accroître les prérogatives, doit être l'instrument principal de la transformation sociale. Ils réclament que son indépendance soit étendue, par la nomination du maire et de ses adjoints, non par l'État, mais par la commune (ce qui est réalisé dès avril 1884, sauf pour Paris), et que la démocratie soit participative, basée sur le vote populaire avec référendum d'initiative locale, comme nous dirions

aujourd'hui. La libre fédération des communes permettra de contourner la puissance de l'État, centralisée aux mains de la bourgeoisie. Cette orientation les rapproche des radicaux, avec qui ils espèrent conclure des alliances lors des élections suivantes.

Pour mener la lutte contre ce « socialisme municipal », Guesde et Lafargue publient une première critique dans le *Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants*. Elle se poursuit dans la brochure de Jules Guesde *Services publics et socialisme,* dans laquelle il précise : « *Fondée sur l'antagonisme des classes, sur la subordination économique et politique d'une majorité de non-propriétaires à une minorité de possédants, la société actuelle ne laisse place à aucun service véritablement public, c'est-à-dire profitable également à tous. Publics pour les frais qu'ils entraînent et qui portent sur tous – le plus souvent en raison inverse des ressources de chacun –, ces services sont tout ce qu'il y a de plus privés, ne servant en réalité qu'à la classe privilégiée ou capitaliste.* » Il conclut : « *Seule une société ayant absorbé ou fondu toutes les classes en une seule, également propriétaire et également productrice, peut donner lieu à des services réellement publics. C'est-à-dire que l'instauration de ces derniers est subordonnée à la socialisation des moyens de production et d'échange, subordonnée elle-même à la prise du pouvoir politique par le prolétariat et à l'expropriation de la classe capitaliste – ce qui est affaire de révolution.* »

Guesde et Lafargue écrivent ces deux ouvrages depuis leur prison. Ils ont été condamnés à six mois, pour excitation à la guerre civile lors de meetings de soutien aux grèves.

Engels tempête en écrivant : « *Nos amis ont, une nouvelle fois, commis une ânerie monumentale, en s'attirant, pour grandiloquence révolutionnaire, des persécutions* […]. *Si tous deux sont mis à l'ombre, on aura écarté les plus actifs – non seulement pour écrire, mais encore pour animer le mouvement.* » Et de conclure : « *Ce sont des fous incurables.* » À la suite de leur emprisonnement, *L'Égalité* cesse ainsi de paraître en février 1883.

Engels a bien des critiques et des réserves sur l'impatience et l'esprit polémique de Guesde et de Lafargue, qui ont précipité les choses : « *L'inévitable s'est produit ; les éléments incompatibles se sont séparés.* » Il remarque néanmoins : « *Il semble que tout parti ouvrier d'un grand pays ne puisse se développer qu'au travers d'une lutte interne, comme cela est fondé dans les lois dialectiques de l'évolution en général.* »

Pour lui, la scission repose sur une question centrale : « *Faut-il conduire la bataille comme une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, ou est-il permis de manière tout à fait opportuniste – soit en traduction socialiste : possibiliste – de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme partout où l'on peut obtenir en échange plus de voix ou de partisans ? C'est en faveur de quoi Malon et Brousse se sont prononcés, sacrifiant le caractère de classe prolétarien et rendant la séparation inévitable.* » Il conclut : « *Vouloir prêcher l'unité dans de semblables conditions serait pure folie. Ce n'est pas avec des prédications morales que l'on vient à bout de maladies infantiles. Toute notre vie durant, nous* [Marx et lui] *avons été en minorité et nous nous en sommes fort bien trouvés.* » Il ajoute à propos des

possibilistes : *« Tout ce qui les tient ensemble, c'est le radicalisme bourgeois, mais ils n'ont aucun programme ouvrier. Or les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail ouvrier en vue des élections au profit des radicaux commettent, à mes yeux, une véritable trahison. »*

Les élections de 1884-1885

Lors de la préparation des élections municipales de 1884 et des législatives de l'année suivante, le Parti ouvrier propose à tous les socialistes de présenter des listes communes. Si le CRC de Vaillant et des socialistes indépendants, c'est-à-dire n'appartenant à aucune organisation, répondent favorablement, les possibilistes préfèrent s'allier aux radicaux.

Guesde explique ainsi la nécessité de cette participation, malgré le manque de moyens financiers et humains : *« S'il* [le Parti ouvrier] *est entré dans les élections, en effet, ce n'est pas pour y tailler des sièges de conseillers ou de députés, qu'il abandonne aux hémorroïdes des bourgeois de tout acabit, mais parce que les périodes électorales livrent à notre action éducatrice la partie de la masse la plus indifférente et la plus réfractaire aux réunions dans les temps ordinaires.* […] *Et si, par hasard, quelques-uns des nôtres devaient forcer les portes des assemblées représentatives, ce ne serait que pour continuer de plus haut leur propagande expropriatrice et collectiviste ou communiste, et mettre au pied du mur – de leur propre mur parlementaire – nos bourgeois dirigeants qui ne font qu'un avec nos bourgeois possédants. »*

En mai 1884, les possibilistes remportent la mairie de Beaucaire et obtiennent des élus à Rennes, Tours, Angers, Limoges, Lambezellec ; dix à Paris, leur principale implantation.

Les guesdistes perdent la mairie de Commentry, où Thivrier a été empêché de déposer sa liste. À Lyon, Roubaix, Roanne, Moulins, ils y sont parvenus, mais n'ont pas d'élu. Leurs alliés blanquistes remportent la mairie de Vierzon et ont des élus dans d'autres communes du Cher. Vaillant, élu à la fois dans le Cher et à Paris, dans le quartier du Père-Lachaise, opte pour Paris. Engels se félicite de cette élection. Guesde, dans *Le Cri du peuple*, dont il est le principal rédacteur à la mort de Vallès, relaie des propositions de Vaillant au conseil municipal : mettre en place une commission du travail, une indemnité de chômage, la journée de huit heures et la remise des loyers.

Lors des législatives de 1885, les différentes tendances socialistes ne parviennent à présenter des listes que dans 14 départements. Dans la Seine, la liste de coalition socialiste révolutionnaire, rassemblant des guesdistes, des blanquistes et des indépendants, obtient 46 000 voix. Le Parti ouvrier se présente dans six autres départements et obtient environ 8 000 voix. Dans le Cher, Vaillant recueille 17 000 voix. Les possibilistes se sont présentés dans trois départements, avec des résultats tout aussi faibles. Au total, on peut estimer à près de 90 000 le nombre de suffrages socialistes soit 1,09 % des votants. Huit députés de sensibilité socialiste, indépendants de tout parti, ont été élus sur des listes d'alliance républicaine ou radicale.

Dans un courrier à Engels, Lafargue commente ainsi les résultats : « *Nous sommes battus, nous nous y attendions, mais nous ne comptions pas sur une défaite aussi honteuse. Le scrutin de liste est une arme terrible contre les partis pauvres. Ce sont les journaux et les richards qui font les élections. Il est vrai que les querelles et les batailles entre possibilistes et révolutionnaires socialistes coalisés ont beaucoup contribué à éloigner de nous la masse indifférente et inconsciente qui s'est rejetée alors dans le radicalisme.* » Il précise : « *Nos amis du Parti ouvrier sont les moins abattus.* […] *Mais ce sont les possibilistes et les blanquistes qui sont abrutis par leur défaite ; ils s'étaient imaginés de si brillants succès qu'ils ne peuvent se consoler.* »

Engels lui répond qu'il ne considère pas que cela « *soit une défaite, à moins que vous ne vous soyez livrés à toutes sortes d'illusions* ». Il ajoute : « *Votre tactique électorale est celle que j'aurais recommandée* », car ce sont les possibilistes qui, en s'alliant aux radicaux, se sont discrédités. Et il prédit : « *Ces gens se tueront eux-mêmes si on les laisse faire.* » Pour lui, c'est à l'épreuve des faits et des événements politiques que peut se constituer progressivement ce ciment indispensable à la construction d'un parti de classe rompant les attaches avec cette « gauche républicaine » représentée par les radicaux.

Dans cette perspective, le premier écueil à surmonter est le recul du mouvement ouvrier du fait de la crise économique.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET AU RECUL POLITIQUE

La crise économique

En partie épargné par la Grande Dépression commencée en 1873, le pays plonge dans la crise à la suite de la faillite bancaire de l'Union générale en 1882. De 1882 à 1885, l'extraction du fer chute de 34 %, celle du charbon de 7 %, la production de fonte de 20 % et la production de cotonnades de 10 %. Dans l'agriculture, qui emploie près de la moitié de la population active, les prix baissent du fait de la concurrence de « pays neufs » tels que les États-Unis, l'Argentine ou l'Australie. L'épidémie de phylloxera réduit de moitié la production de vin. Aucun secteur n'est épargné.

Pour porter secours aux capitalistes français et les soutenir face à la concurrence mondiale, le gouvernement accélère sa politique coloniale. En juillet 1885, Ferry déclare que l'économie française a besoin de débouchés protégés. Après la Tunisie, c'est la conquête du Tonkin et d'une partie de l'Afrique.

La crise provoque licenciements et exploitation accrue. L'emploi dans la sidérurgie recule de 20 % entre 1883 et 1886, dans le bâtiment un ouvrier sur dix est sans emploi. Dès 1883, à Paris, on dénombre 200 000 chômeurs. Les conditions de vie, très précaires, se dégradent brutalement. Le nombre de sans-abri s'accroît, il y a des morts de faim, des émeutes éclatent. Des épidémies ravagent les quartiers populaires, comme à Marseille où, en 1884-1885, variole, choléra et diphtérie font 4 000 morts. À Paris, à l'été 1884, une épidémie de choléra fait près d'un millier de victimes.

Avec la crise et le chômage, le rapport de force est favorable au patronat. À partir de 1883, les travailleurs sont acculés à des grèves défensives, contre la baisse des salaires, la dégradation des conditions de travail et le durcissement des règlements intérieurs. Ce sont surtout des coups de colère contre les bagnes capitalistes, notamment du textile. Les conflits sont isolés, durs et parfois longs, et se concluent souvent par des défaites.

En 1884, la grève des tisseurs à Saint-Quentin dure 72 jours. La même année, celle des mineurs d'Anzin contre une baisse de salaire dure 56 jours, de février à avril. Elle ne prend fin qu'après l'occupation du bassin minier par l'armée. Sa dureté inspirera Zola pour *Germinal*. Laura Lafargue écrit à Engels que cette grève *« honore les mineurs, car la misère est affreuse dans cette ville. Les femmes ont une conduite admirable »*. Tout le mouvement socialiste prend fait et cause pour les grévistes. Guesde multiplie articles et meetings de soutien. Le dirigeant de la grève, le mineur

Basly, est en 1885 l'un des députés socialistes indépendants élus sur des listes radicales.

Dans ce contexte, le nombre de syndicats recule de 20 %, les réunions sont désertées, les cotisations ne rentrent plus. Les militants sont licenciés, parfois emprisonnés. Les groupes socialistes connaissent la même évolution.

1884 : la légalisation des syndicats

Au même moment, le Parlement discute de la légalisation des chambres syndicales, maintes fois ajournée. La loi Waldeck-Rousseau de mars 1884 reconnaissant les syndicats a été façonnée par et pour le courant modéré des coopérateurs. Pour l'ancien ouvrier Barberet, l'un de ses rédacteurs, désormais employé au ministère de l'Intérieur, elle doit éviter les grèves et promouvoir l'entente entre le capital et le travail. Son rapporteur, le sénateur radical Tolain, ancien ouvrier et membre de l'AIT sous le Second Empire, précise : *« Ce que nous vous demandons, Messieurs, c'est d'arracher les travailleurs à ces influences révolutionnaires. »*

La loi est aussitôt rejetée par les guesdistes, blanquistes, possibilistes et anarchistes, qui la qualifient de loi policière. Car les fondateurs d'un syndicat sont obligés de se déclarer en préfecture, sous peine d'être dans l'illégalité. De plus, leurs noms sont publics, ce qui favorise la répression patronale. Enfin, de lourdes peines punissent toute entrave à la liberté du travail. Dans ces conditions, la majorité des syndicats préfère rester de fait dans l'illégalité. Cette légalisation des syndicats n'est donc pas ressentie comme une

avancée, mais comme le constat de leur existence, à laquelle on oppose de nouveaux obstacles.

CHAPITRE III

LES SOCIALISTES À L'ÉPREUVE DES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES 1886-1889

Au cours de la deuxième moitié des années 1880, trois événements, la grève de Decazeville, l'épisode Boulanger et la fondation de la IIe internationale, vont influer sur les socialistes français et sur la perspective de créer un parti de classe.

La grève de Decazeville et ses conséquences politiques

La grève de Decazeville débute le 26 janvier 1886 et dure 109 jours. Elle a un retentissement national et provoque une évolution déterminante dans l'audience des socialistes. Deux mille mineurs s'opposent à une réduction de salaire. Exaspérés par son arrogance, les grévistes défenestrent le directeur, qui meurt de ses blessures. Guesde écrit dans *Le Cri du peuple* : « *Nous ne sommes pas de ceux qui crient aux exploités : "Mort un exploiteur, morte l'exploitation !" Si le travail et les travailleurs pouvaient être affranchis à ce titre, il y a longtemps que la chose ne serait plus à faire. Mais devant ce cadavre d'employeur, de tortureur, qui va tirer des larmes*

de tous les yeux bourgeois et des condamnations d'une justice également bourgeoise, il nous est impossible de penser à autre chose qu'aux souffrances, aux injures et aux provocations dont une pareille mort n'est que le couronnement, pour ne pas dire le châtiment. »

Face à l'État qui envoie la troupe pour quadriller le bassin minier, la grève s'organise. Un comité central de grève est constitué, émanation des comités locaux de résistance élus sur les différents sites. Il se réunit tous les jours pour déterminer les actions soumises ensuite à l'assemblée générale des grévistes. Le soutien aux mineurs s'exprime par des meetings, des collectes et le versement d'argent par les coopératives ouvrières. À Paris, Vaillant fait voter une subvention pour les grévistes, il est imité par d'autres municipalités où des socialistes sont élus, comme à Vierzon ou Troyes. Même les soldats envoyés pour réprimer la grève saluent les députés socialistes indépendants Basly, Camélinat, Boyer et Hugues, venus soutenir les mineurs. À l'Assemblée, Basly dénonce le soutien du gouvernement à la Société des Houillères, liée à la famille Schneider, et demande la libération des ouvriers emprisonnés, affirmant qu'ils ont agi en état de légitime défense. Seuls trois députés socialistes l'applaudissent, dans un silence glacial.

Engels commente ainsi l'intervention de Basly, rédigée avec le concours de Guesde : « *La séance du 11 de la Chambre française est un événement historique. La glace – la toute-puissance parlementaire des radicaux – est rompue, et peu importe que ce soient trois ou trente qui ont osé la casser. Et c'était cette superstition chez les ouvriers parisiens, cette*

croyance qu'en allant au-delà des radicaux on mettrait en danger la république ou du moins on ferait le jeu des opportunistes en divisant le "parti révolutionnaire" qui faisait la force des radicaux. C'est la défaite définitive du socialisme utopique en France. Car les radicaux étaient tous "socialistes" dans le vieux sens du mot, ce qui survivait des thèses de Louis Blanc et de Proudhon leur servait de draperie socialiste. »

De fait, depuis le début de la grève, les radicaux sont partagés : quelques-uns, dont Millerand, rejoignent des députés de tendance socialiste pour former, en mars 1886, le premier « groupe ouvrier » à la Chambre.

Le pouvoir réplique en multipliant les procès contre ceux qui soutiennent les mineurs. Si Guesde, Lafargue et Louise Michel sont finalement acquittés, Duc-Quercy, journaliste au *Cri du peuple*, et Roche de *L'Intransigeant*, écopent de 15 mois de prison. Le député socialiste indépendant Rochefort démissionne, afin de permettre la candidature de Roche. Ce dernier a face à lui le radical Gaulier, soutenu par les républicains modérés et les conservateurs, mais aussi Soubrié, un mineur de Decazeville condamné, une candidature lancée par les possibilistes sans son accord (et maintenue jusqu'au bout malgré son démenti).

À l'occasion d'un meeting de soutien à Roche, Laura Lafargue décrit à Engels la situation politique : « *Le Cirque est un vaste amphithéâtre capable de contenir 5 000 personnes. Hier soir, il ne restait plus une seule place assise, et la foule continuait à déferler à l'intérieur, brisant toutes les barrières sur son passage, jusqu'à ce que tout le Cirque fût plein à craquer. C'était un spectacle extraordinaire que cette*

mer de visages s'étageant en rangées interminables, et quand ces milliers d'hommes et de femmes applaudissaient et proclamaient leur approbation, le bruit était également celui d'une mer tumultueuse et sans limites. […] *Nous sommes ici au plus fort de la bataille et le socialisme militant est à son apogée. On constate un enthousiasme extraordinaire chez les travailleurs* […]. *Ces hommes donnent volontiers et gratuitement leur temps et leur peine, si bien qu'en dépit du manque de fonds il se fait beaucoup de travail efficace : tenue de meetings, impression et collage d'affiches et organisation générale du scrutin de demain.* […] *On n'a jamais encore rien vu de comparable à la situation actuelle à Paris. En dépit de leurs feintes escarmouches, conservateurs, radicaux et opportunistes n'ont jamais été au fond aussi parfaitement d'accord, jamais, je crois, jusqu'à présent, révolutionnaires et réactionnaires n'ont été aussi franchement face à face.*

La poudre que les radicaux jetaient depuis si longtemps aux yeux des ouvriers s'est dissipée : jamais le cerveau de ceux-ci n'a été moins obscurci ni troublé. […] *Quand l'un des orateurs a dit que la guerre était maintenant engagée, non entre tel et tel parti politique, mais entre la classe ouvrière d'un côté et le capital de l'autre, environ 5 000 hommes et femmes ont unanimement applaudi l'orateur.* […] *Les possibilistes consacrent toute leur énergie et tout leur effort à gêner l'action des collectivistes.* […] *Mais ils semblent se rendre compte que la partie est perdue pour eux.* »

Roche est battu. Quant à la grève, si la direction cède partiellement, quatre ouvriers sont lourdement condamnés à 26 ans de prison chacun, 438 ouvriers ne sont pas

réembauchés. Quelques semaines plus tard, les métallurgistes de Vierzon entameront une grève qui durera 257 jours. Elle aussi sera confrontée à la répression du gouvernement.

Pour Engels, Decazeville a permis une décantation politique, et il note dans un courrier à Paul Lafargue : « *Cette apparition d'un parti ouvrier au Palais-Bourbon est le grand événement de l'année. La chape est maintenant rompue sous laquelle les radicaux avaient réussi jusqu'à présent à étouffer les masses laborieuses.* » Il se félicite de l'attitude des dirigeants guesdistes et de Vaillant : « *Leur action depuis les élections a été parfaitement juste : leur tentative pour rallier tous les éléments prolétariens révolutionnaires, leur patience à l'égard des possibilistes, la façon dont ils ont limité leurs attaques aux points et aux faits qui montrent que la seule raison d'être de Brousse et Cie est de faire obstacle à l'union, tout cela a été exactement ce qu'il fallait. Et ils en recueillent maintenant les fruits.* […] *Savoir attendre, voilà ce que nos amis ont enfin appris.* »

Pour l'avenir, il met cependant bien plus sa confiance dans la capacité du prolétariat à se mobiliser que dans la compétence des dirigeants : « *Notre mouvement à Paris est entré dans cette phase où même une faute commise ne lui ferait pas trop de mal. Sans doute, la vélocité du progrès futur dépend beaucoup de la direction des chefs des groupes ; mais dès que les masses sont une fois en mouvement, elles sont comme un corps sain qui a la force d'éliminer des éléments de maladie et même un peu de poison.* »

La Fédération nationale des syndicats

À la suite des grèves de Decazeville et de Vierzon, une proposition de regrouper les syndicats à l'échelle du pays est lancée. Les initiateurs sont des militants proches de Barberet et des radicaux. Mais lors du congrès fondateur de la Fédération nationale des syndicats en octobre 1886, la majorité des délégués confient la direction aux guesdistes et aux blanquistes, qui lui donnent une orientation révolutionnaire et internationaliste.

L'année suivante, à Bordeaux, la Fédération nationale des syndicats définit son programme, dans lequel l'objectif est de créer une bourse du travail dans chaque ville. Si la première a été fondée en 1884 à Vierzon, à l'initiative de militants du CRC, c'est la création de celle de Paris en 1887, une initiative des possibilistes soutenue par Vaillant au conseil municipal, qui lance le mouvement. Les bourses du travail ont pour but, comme leur nom l'indique, d'éviter de passer, moyennant une commission, par un bureau de placement privé pour être embauché, d'informer sur les salaires pratiqués et d'apporter une assistance aux chômeurs. Elles offrent des lieux de réunion permettant d'organiser et d'unir les travailleurs. Elles jouent un rôle d'organisateur lors des grèves à Paris, Saint-Étienne, Lyon et Marseille en 1888. Elles répondent parfois à d'autres besoins concrets des travailleurs, ouvrant des dispensaires, des cours d'alphabétisation ou professionnels. Tous les courants sont favorables à leur création, le possibiliste Jean-Baptiste Clément fonde celle de Charleville, Pelloutier, passé du guesdisme à

l'anarchisme, celle de Saint-Nazaire. Au cours des années suivantes, l'action de Pelloutier permet le développement du mouvement des bourses du travail. Bien souvent, les municipalités s'opposent à leur création. Les militants mettent alors sur pied des maisons du peuple, comme le guesdiste Pédron à Troyes.

Les guesdistes, désormais à la tête de la Fédération nationale des syndicats, sont de plus en plus critiqués pour leur conception du syndicalisme. Pour eux, les syndicats ne sont qu'un moyen de défense ; seul le parti peut conduire le prolétariat à transformer la société. Les possibilistes, les blanquistes et les anarchistes leur reprochent de vouloir subordonner les syndicats au parti et de ne pas respecter leur indépendance. Les puissantes fédérations du livre et des mines, contrôlées par les possibilistes, s'éloignent de la Fédération nationale des syndicats. De fait, elle ne parvient pas à unir tous les syndicats du pays et n'exerce que peu d'influence.

Les socialistes face à la poussée boulangiste

C'est dans ce contexte qu'une crise politique, la crise « boulangiste », met à l'épreuve les différents courants qui se réclament du socialisme et provoque dans leurs rangs une grande confusion politique.

Le général Boulanger, officier ayant participé à la répression de la Commune, était devenu ministre de la Guerre en 1886. Il avait soigné son image en améliorant le quotidien du soldat, en demandant l'égalité devant le service militaire

et la réduction de sa durée. Ses déclarations revanchardes concernant l'Allemagne lui avaient donné une grande popularité. En 1887, évincé du gouvernement, Boulanger devient député. Il se distingue par des déclarations antiparlementaires, discours en phase avec une partie de l'opinion publique, écœurée par le scandale des décorations dont le gendre du président Grévy faisait commerce.

Boulanger n'était pas avare de démagogie sociale : il s'était déclaré contre la répression des grèves par l'armée. Lors de celle de Decazeville, en 1886, il avait affirmé que les mineurs n'avaient rien à craindre des soldats, qui partageaient avec eux *« la soupe et la ration de pain »*. Nombre de ses comités de soutien prennent d'ailleurs l'étiquette socialiste. Lors d'élections partielles, il est de nouveau élu triomphalement, avec le concours de l'électorat ouvrier. Tous ces éléments permettent à Boulanger de se forger l'image d'un homme providentiel, capable de remédier aux maux de la société si le pouvoir lui est donné.

Face à Boulanger, les socialistes adoptent des attitudes différentes. Des blanquistes, autour de Granger, rejoignent Boulanger pour sa radicalité et son patriotisme. À l'inverse, les possibilistes sont unanimes pour dénoncer les menaces qu'il fait peser sur le régime républicain. Ils fondent avec des républicains et des radicaux, dont Clemenceau, la Société des droits de l'homme, dans la salle des francs-maçons du Grand-Orient de France, rue Cadet. Lafargue condamne cet alignement politique des « cadettistes » et constate que les possibilistes sont devenus *« les commis voyageurs des radicaux et des opportunistes* [républicains modérés] ». Il met

cependant en avant dans sa correspondance avec Engels que le boulangisme « *est un véritable mouvement populaire pouvant revêtir une forme socialiste si on le laisse se développer librement* ». « *Il est l'expression du malaise et du mécontentement général. Pour un grand nombre d'ouvriers et de petits-bourgeois, Boulanger est la révolution ; le fait est indéniable.* » Il en conclut : « *Il n'y a pas moyen de remonter le courant boulangiste* » ; « *Nous serons obligés de nous coaliser avec eux pendant la période électorale* […]. *Grâce à leur concours, nous pourrons peut-être envoyer plusieurs des nôtres au Parlement.* » Deux fédérations du Parti ouvrier, à Lyon et Bordeaux, font ainsi alliance avec les boulangistes lors des élections suivantes.

Guesde et Vaillant se retrouvent sur la position « Ni Ferry ni Boulanger » et expliquent que ce sont deux clans de la bourgeoisie qui s'affrontent et que les socialistes doivent rester sur le terrain de classe en poursuivant la propagande socialiste révolutionnaire.

Le Parti ouvrier, le CRC et des indépendants se présentent sur cette base aux législatives de 1889. Ils recueillent 120 000 voix. Le Parti ouvrier obtient 25 000 voix et un élu, Thivrier, dans l'Allier, et les blanquistes deux. Les possibilistes, alliés aux radicaux, recueillent environ 50 000 voix et deux députés. Au total les différents courants socialistes présents dans moins de 15 % des circonscriptions obtiennent 2,2 % des voix à l'échelle du pays. Avec des transfuges du radicalisme et des déçus du boulangisme, ils parviennent par la suite à constituer un groupe parlementaire.

Les élections donnent une large victoire aux républicains sur les conservateurs. Le mouvement boulangiste ne récolte que 8 % des voix. Cet échec et des poursuites judiciaires qui se dessinent à son encontre pour avoir menacé le régime républicain amènent Boulanger à prendre la fuite en Belgique.

Lafargue se lamente du résultat et regrette que ces élections se soient résumées au choix « *entre républicains et antirépublicains (boulangistes, monarchistes, bonapartistes, etc.) ; c'est la seule manière d'expliquer la déplorable défaite du socialisme.* […] *Je crois que moins on parlera du parti socialiste dans ces élections et mieux cela vaudra.* »

Engels dans sa correspondance avec Laura Lafargue fait ce constat : « *Quelle bande de pleurnichards que nos amis français !* […] *Je trouve que le résultat n'est pas une déroute, mais un succès relatif.* » Il est très sévère sur l'orientation de Lafargue, qui a « *flirté avec les boulangistes par haine des radicaux* » et il lui reproche, ainsi qu'au Parti ouvrier, d'avoir renoncé à combattre le chauvinisme de Boulanger. Il précise : « *Personne ne lui demande d'arrêter le courant, mais, si nous ne devons pas aller contre le courant populaire quand il lui arrive d'être stupide, je voudrais diantre bien savoir à quoi nous servons.* » Il ajoute : « *Je n'ai jamais mis en doute le caractère authentiquement anti-chauvin des marxistes, mais c'est justement pour cela que je ne puis concevoir comment ils pourraient songer à une alliance ouverte ou déguisée avec le parti qui tire presque toute sa substance du seul chauvinisme. Je n'ai jamais demandé davantage que la reconnaissance formelle du fait que cadettistes et boulangistes sont également puants.* »

Pour Engels, le large succès des républicains modérés est surtout une confirmation : « *La preuve est faite que combattre la république est devenu une tâche sans espoir.* […] *Cela enlèvera toute efficacité au vieux cri de ralliement : La république en danger.* » Et il conseille, au cas où un réel danger existerait : « *Cette crise aiguë devrait inciter à exiger sans répit l'armement du peuple comme seule garantie* […]. *C'est le seul argument à opposer à la clameur de la presse quand elle déclare que Boulanger est un danger… pour la République.* » Il prévoit enfin la fusion des monarchistes, bonapartistes et républicains modérés dans un grand parti conservateur, avec de l'autre côté les radicaux : « *Pour la première fois, vous allez avoir un gouvernement de la bourgeoisie tout entière* » avec un « *parlementarisme à son apogée et deux partis luttant pour avoir la majorité et devenant à tour de rôle gouvernement et opposition.* »

Les socialistes français et la fondation de la IIe Internationale

En Europe, les progrès du mouvement socialiste, notamment ceux des socialistes allemands, mettent à l'ordre du jour la création d'une nouvelle organisation internationale.

Son congrès fondateur se déroule en France, en pleine crise boulangiste. Les possibilistes avaient été les premiers à envoyer les invitations fixant sa tenue lors de l'Exposition universelle commémorant le centenaire de la Révolution française. Mais le Parti ouvrier et le CRC estiment qu'ils n'ont aucune légitimité depuis leur compromission

avec les radicaux, et ils lancent leur propre appel. Le Parti ouvrier est cependant en difficulté : il n'a plus de visibilité internationale depuis l'arrêt de son journal *Le Socialiste* en février 1888.

Chaque courant refusant toute conciliation, de fait, ce sont deux congrès qui se tiennent simultanément en juillet 1889. L'un regroupe les possibilistes et les Trade Unions britanniques, auxquels se sont joints des groupes syndicaux de différents pays, dont les Knights of Labor américains, avec une orientation réformiste et syndicale. L'autre regroupe l'essentiel du mouvement socialiste révolutionnaire international, où les militants qui se revendiquent de Marx sont très largement majoritaires. Guesdistes et blanquistes constituent la délégation française. C'est à l'occasion de ce congrès fondateur de la IIe Internationale que, sur proposition du guesdiste Jean Lavigne, est adoptée la journée internationale de lutte pour la journée de huit heures, chaque 1er mai. La date est choisie pour rendre hommage aux ouvriers de Chicago qui, en 1886, avaient subi une terrible répression pour avoir lutté pour cette revendication. Accusés d'attentats en réalité fomentés par la police, cinq militants avaient été exécutés. Engels écrit : « *La résolution sur le 1er mai a été la meilleure qu'ait formulée notre congrès. Elle prouve notre puissance dans le monde entier, elle ressuscite bien mieux l'Internationale que toutes les tentatives formelles de reconstitution et montre une fois de plus lequel des deux congrès était représentatif.* »

Cette journée joue dès lors un rôle primordial dans l'histoire du mouvement ouvrier et, dès sa première édition,

devient un moyen pour développer l'influence socialiste en France.

Dix ans après le congrès de Marseille, où en sont les socialistes français ?

La volonté de construire un parti de classe s'est heurtée à de nombreuses difficultés, que ce soit la nécessaire séparation avec les radicaux, la dépression économique et ses conséquences sur le mouvement ouvrier, auxquelles s'est ajoutée la crise boulangiste. À l'épreuve de ces événements, les divergences se sont accrues, que ce soit entre les deux principaux courants socialistes, mais aussi parfois en leur sein, provoquant de nouvelles scissions. Où en sont les différentes organisations socialistes dix ans après le congrès qui devait donner naissance à un parti ouvrier à l'échelle du pays ?

La scission des allemanistes de la FTSF

Au sein des possibilistes, si l'unité s'est faite pour la défense républicaine contre Boulanger, l'alignement politique sur les radicaux est contesté par Jean Allemane et Jean-Baptiste Clément, deux anciens communards. Dans son journal, *Le Parti ouvrier,* Allemane dénonce la condamnation par Brousse d'une grève des terrassiers dans le but de préserver un accord électoral avec les radicaux à Paris, à l'été 1888, ou encore le vote d'une subvention pour la réception de régiments ayant participé à la répression des fédérés. Il critique le cumul par Brousse et ses soutiens des fonctions

de direction et d'élus, l'abandon des liens avec les fédérations locales et l'absence de congrès réguliers – un seul se tient entre 1885 et 1889.

Lors du congrès convoqué en urgence, en octobre 1890, pour apurer la situation, les broussistes récusent les mandats des délégués des Ardennes, partisans de Jean-Baptiste Clément et de Jean Allemane. Plus de la moitié des groupes scissionnent et constituent en juin 1891 le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR). Ils ne renient pas la politique défendue dans les municipalités par la FTSF, mais souhaitent lui redonner un caractère de classe. Le POSR a une orientation nettement plus ouvrière. Ses militants, essentiellement des travailleurs, à l'image de leur dirigeant, Jean Allemane, s'impliquent dans la vie syndicale.

Concernant cette rupture au sein de la FTSF, Engels a un avis tranché : « *Il faut qu'ils cuisent dans leur propre jus. Toute tentative de notre part de nous mêler de leurs affaires aurait pour seul résultat d'arrêter momentanément le processus de désintégration et de pourriture.* » Et il conseille à Lafargue : « *Plus nous laissons les dirigeants s'entretuer, moins nous en aurons à reprendre le jour de l'unification.* […] *Aujourd'hui en France, tous les dirigeants sont pourris jusqu'à la moelle.* »

Les blanquistes

Le CRC aussi a connu une crise interne, avec des ralliements au boulangisme. Si la province est épargnée, près de la moitié des groupes parisiens fondent le Comité central socialiste révolutionnaire. Cette scission trouve son origine

dans les conceptions idéologiques venant de la Révolution française et héritées de Blanqui. Certains ne comprennent pas le rôle historique des classes sociales et sont convaincus que l'intérêt du prolétariat s'identifie à celui de la nation. Ainsi, leur condamnation des guerres coloniales, comme celle du Tonkin lors du gouvernement Ferry, se faisait certes au nom de la paix, mais aussi en mettant en avant qu'elles remettaient en cause la sécurité et donc l'indépendance nationale. À cela, il faut ajouter une haine du parlementarisme pour expliquer ce passage des blanquistes du Comité central socialiste révolutionnaire à l'extrême droite.

Au CRC restent ceux qui sont attachés au mouvement ouvrier et qui, sous l'impulsion de Vaillant, adoptent de plus en plus les conceptions marxistes : les vaillantistes. Le soutien du Parti ouvrier à l'action municipale de Vaillant, le rejet commun de Boulanger, la présentation de listes communes aux élections sont autant de signes de rapprochement entre les deux organisations.

Les guesdistes

De cette série d'événements, le Parti ouvrier sort renforcé. Le courant révolutionnaire a été reconnu par les autres partis européens. Son rayonnement s'est élargi, notamment dans le nord du pays. Ses militants sont bien souvent des ouvriers travaillant dans les centres industriels modernes, à la différence des possibilistes qui recrutent encore dans le prolétariat artisanal ou des métiers plus qualifiés. Les élections municipales de 1888 témoignent de cette progression, avec la conquête de plusieurs municipalités. Pourtant, les

guesdistes connaissent aussi des difficultés. Ils ne tiennent qu'un seul congrès, à Roubaix en 1884. Le parti est loin d'être centralisé, les groupes sont parfois laissés à eux-mêmes. Lafargue fait le constat que le Parti ouvrier « *n'existe qu'à l'état chaotique* ». « *Nous sommes désorganisés, sans aucun lien entre nous.* » Ce problème est encore accru par la fin de leur hebdomadaire à la suite de difficultés financières.

Le paysage que présente le socialisme français peut à bien des égards apparaître déroutant, voire chaotique, avec des organisations aux effectifs faibles, à l'implantation discontinue, dont aucune ne peut prétendre avoir l'influence ou la taille d'un parti.

L'existence de groupes locaux et leur appartenance à un courant tiennent bien souvent à l'activité et à l'influence de quelques militants. Il en est ainsi du possibiliste Jean-Baptiste Clément dans les Ardennes, qui sillonne la vallée de la Meuse et ses petites usines sidérurgiques, du guesdiste Pédron, qui parcourt les bagnes du textile de Reims et sa région, avant de poursuivre son activité dans l'Aube, de Vaillant et d'Eugène Baudin, à qui l'on doit le développement du socialisme dans le Cher.

Pour développer leur influence et leur rayonnement, les socialistes ont exploré des voies différentes, qui les ont parfois conduits à s'éloigner. Cependant, ce n'est pas tant cette division qui a été un handicap, mais le recul général suite à l'amplification de la crise économique. Au cours des années suivantes, c'est sur la combativité de la classe ouvrière que reposera l'élan socialiste, avec une journée fédératrice de tous les espoirs de transformation sociale, le 1er mai.

État du mouvement socialiste à la fin des années 1880

BILAN 1889	PO	CRC	FTSF
Effectifs estimés	2 000	< 1000	1000
Régions	Nord, Champagne, Centre-Est, Sud	Région parisienne, Centre	Région parisienne, Ouest, Centre
Départements	Nord, Pas-de-Calais, Marne, Aube, Aisne, Allier, Loire, Rhône, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Seine	Cher, Seine	Ardennes, Aisne, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Loir-et-Cher, Ille-et-Vilaine, Loire Saône-et-Loire, Isère, Seine, Vienne
Municipalités conquises	Commentry, Narbonne (1891), Saint-Étienne, Saint-Ouen	Vierzon,	
Conseillers municipaux	Armentières, Calais, Roubaix, Montluçon, Roanne, Lyon	Paris, Vierzon, Bourges	Paris (9)
Ville à forte implantation	Lille, Bordeaux	Paris, Vierzon, Bourges	Paris
Nombre candidats aux législatives 1889	17	< 10	27
Députés	Thivrier (Allier), Ferroul (Aude), Couturier (Rhône), Boyer (B.-du-Rhône)	Baudin (Cher), Lachize (Rhône)	Dumay (Paris), Joffrin (Paris)
Nombre de voix	25 000 (0,31 % des votants)	20 000 (0,25 % des votants)	50 000 (0,62 % des votants)

Troisième partie

1890-1898
Des premiers succès aux premières dérives

La période 1890-1898 constitue un moment charnière pour les socialistes français. La combativité ouvrière et les premiers succès électoraux favorisent leur implantation et leur audience. Cela les amène à concevoir la conquête du pouvoir par les élections. Pour la première fois, ils passent de l'opposition au soutien d'une majorité gouvernementale. Avant sa disparition, en août 1895, Engels s'inquiète de ces premières dérives. Des militants ouvriers se détournent de ce socialisme parlementaire et cherchent dans le syndicalisme le moyen de transformer la société.

À la Grande Dépression succède progressivement la reprise, et les transformations économiques s'accélèrent. Les entreprises connaissent une plus grande concentration et la mécanisation se développe. Les effectifs industriels progressent : de 1,7 million en 1866 à 3,1 millions en 1896, pour atteindre 3,5 millions en 1901. On assiste au développement d'un prolétariat moderne. Des changements se produisent dans les conditions de travail, le pouvoir patronal se renforce et la discipline se durcit. Les règlements intérieurs se généralisent, avec des contremaîtres qui punissent le moindre écart. Le travail au rendement est aussi en plein développement et les salaires permettent à peine de survivre.

CHAPITRE I[er]

1890-1892, UN NOUVEL ÉLAN

Le 1[er] mai, un catalyseur des luttes ouvrières

La première édition du 1[er] mai 1890 se situe dans un contexte marqué par les effets de la Grande Dépression tout au long des années 1880.

Face à une exploitation accrue, dès 1888, les grèves repartent à la hausse, et le mouvement s'accélère au cours des années 1889 et 1890, avec cette année-là 341 grèves et près de 140 000 grévistes, pour atteindre un point culminant en 1893, avec plus de 600 grèves et près de 200 000 grévistes. Elles éclatent désormais plus en province qu'à Paris, et plus particulièrement dans le textile et les mines. À eux deux, ces secteurs représentent 60 % des grévistes en 1891. Des industries en fort développement sont aussi représentées, comme la métallurgie ou les verreries. Les verriers organisent en octobre 1891 la première grève générale d'une profession. La loi Waldeck-Rousseau n'a rien changé à l'attitude du patronat pour qui il est hors de question de tolérer la présence d'un syndicat dans l'entreprise, et qui licencie les militants qui s'organisent à l'échelon local. La grève, en

septembre 1889, des ouvrières de la chaussure de Fougères contre le renvoi de militants dure un mois, celle des ouvriers couverturiers de Cours, pour le même motif, près de huit mois. Entre 1890 et 1894, le nombre des syndicats est cependant multiplié par deux, passant de 1 006 à 2 178, et le nombre de syndiqués triple, de 139 692 à 408 025. Environ 25 fédérations de métiers se sont constituées, avec leur lot de permanents syndicaux.

Lors du 1er mai 1890, il s'agit de mettre en avant, au-delà de la revendication de la journée de huit heures, le caractère international de la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste. Pour la préparation de cette journée de lutte, les guesdistes ne peuvent compter que sur le CRC. Les anarchistes critiquent son caractère pacifique. Les possibilistes jugent l'initiative aventureuse et prétendent qu'elle ferait le jeu des ennemis de la république. Ils souhaitent son échec : à Paris, ils donnent la consigne de rester à l'atelier. Quant au gouvernement, il mobilise l'armée à Paris et dans les principales villes industrielles.

Malgré ces obstacles, des manifestations ont lieu dans 150 villes. Les manifestants sont 100 000 à Paris, entre 40 000 et 50 000 à Lyon et Marseille, 20 000 à Lille, plus de 10 000 à Bordeaux, Angers, Reims, Saint-Quentin. À Roubaix, à Vienne, à Fourmies et dans le Gard, les travailleurs poursuivent la grève plusieurs jours.

Le 1er mai 1890 redonne confiance aux ouvriers. Sa réussite bénéficie aux guesdistes, ses initiateurs. Le succès convainc les opposants de se joindre au 1er mai suivant.

Pour le 1er mai 1891, tracts et affiches sont répandus à travers tout le pays. L'armée réprime les manifestations à Paris, Lyon et Marseille. Des dirigeants sont arrêtés, comme Jean-Baptiste Clément à Charleville, condamné à deux ans de prison. À Fourmies, l'armée tire sur la manifestation et fait neuf morts, dont des femmes et des enfants, et une centaine de blessés. Le gouvernement décide d'inculper pour incitation au meurtre Culine, secrétaire du groupe socialiste de Fourmies, et Lafargue, venu peu avant tenir une conférence. Ils sont condamnés respectivement à six ans et un an de prison.

La candidature de Lafargue, soutenue par les autres groupes socialistes, est présentée lors d'une élection partielle à Lille en octobre 1891. De sa prison, il s'adresse ainsi aux électeurs : « *Vous aurez le 25 octobre à juger le massacre de Fourmies… C'est dans cet état d'esprit que j'ai accepté la candidature de protestation qui m'était offerte comme l'unique moyen de traduire devant le tribunal populaire, le seul que je connaisse, les patrons provocateurs qui ont appelé la troupe à Fourmies, les autorités civiles et militaires qui ont présidé à la fusillade et les magistrats qui ont couvert de leur jugement.* » Jules Guesde mène la campagne, multipliant les réunions, notamment avec Millerand, qui après avoir défendu Lafargue lors de son procès, a décidé de rejoindre les rangs socialistes. Au premier tour, Lafargue arrive en tête et l'emporte, après le désistement en sa faveur du candidat radical. Il est libéré, mais Culine ne le sera que l'année suivante.

Les journées du 1er mai renforcent le sentiment d'unité du prolétariat et sa conscience de classe. Sa dynamique a contraint broussistes et allemanistes à s'y joindre et conduit, même si les désaccords persistent, à la participation de tous les groupes au congrès socialiste international de Bruxelles en août 1891.

Le Parti ouvrier, principal pôle pour la construction d'un parti de classe

La réussite de ces mobilisations confère au Parti ouvrier une autorité et une aptitude reconnues pour déclencher des actions de masse. L'entrée au Parlement de l'un de ses deux dirigeants est d'une portée considérable, comme le souligne Engels. Entre 1889 et 1891, le nombre de ses adhérents passe de 2000 à 6000, pour atteindre 10000 en 1893. Il est devenu le principal pôle autour duquel pourrait se construire le parti de classe en France. À cette fin, il se réorganise, avec des congrès annuels qui sont seuls souverains. Un conseil national représentatif est mis en place, avec un secrétariat qui doit veiller à l'application des décisions prises. À la tête du secrétariat, Guesde se charge des affaires intérieures et Lafargue des relations internationales.

En vue des élections de 1892, le Parti ouvrier adopte en novembre 1891 un programme municipal constitué en grande partie de mesures concrètes répondant aux besoins urgents des travailleurs : repas gratuits ou à prix réduits dans les cantines pour les enfants ; distribution de vêtements ; prise en charge par la commune des vieillards et

des sans-logis ; consultations médicales gratuites et médicaments à prix réduits ; suppression des bureaux de placement privés, remplacés par les bourses du travail sous le contrôle des syndicats ; enfin rétribution des élus municipaux et des prud'hommes, pour permettre aux travailleurs d'exercer ces mandats.

Guesde précise que la réalisation de telles mesures servira avant tout la propagande révolutionnaire : « *Nous ne nous faisons, certes, pas d'illusion sur le pouvoir communal qui, par nature, même s'il n'était pas outrageusement limité par la légalité courante, ne se prête à aucune réalisation réellement socialiste.* […] *Mais les municipalités conquises par le Parti ouvrier seront autant de positions enlevées à la classe capitaliste, affaiblie d'autant. Elles constitueront autant de bases d'opération pour nos luttes ultérieures.* » Il ajoute, afin de lever toute ambiguïté : « *Est-ce à dire que nous espérions – ou que nous puissions espérer – arriver pacifiquement à l'expropriation politique de la bourgeoisie ? Loin de nous une pareille illusion, dans laquelle nous ne pourrions, sans trahison, entretenir la classe ouvrière.* »

CHAPITRE II

LES PREMIERS SUCCÈS ÉLECTORAUX

Les élections municipales de 1892

Le Parti ouvrier se présente dans 80 villes, avec des listes constituées parfois avec des militants syndicaux, comme à Bordeaux, Lille, Toulouse, parfois avec des radicaux, à Marseille, Béziers, Montpellier, Le Vigan. Des comités électoraux sont mis sur pied afin d'inciter les travailleurs à s'inscrire sur les listes électorales, de distribuer programme et bulletins de vote dans les quartiers ouvriers, d'organiser les réunions publiques.

Avec 60 000 voix, le parti triple ses suffrages par rapport à 1888. Le Parti ouvrier conserve Narbonne, 22 municipalités sont conquises dont Roubaix et Montluçon. Il obtient 600 élus, notamment dans de grandes villes comme Marseille, Montpellier, Nîmes, Lyon, Villeurbanne, Saint-Nazaire…

À cela, il faut ajouter les victoires des vaillantistes dans le Cher, où leur influence s'étend des villes aux petits bourgs ouvriers, celle de Thivrier, désormais au CRC, qui reprend la mairie de Commentry, des allemanistes à Revin, et de

listes d'union entre vaillantistes et allemanistes à Saint-Denis et Saint-Ouen.

Au total les socialistes recueillent de l'ordre de 160 000 voix.

La grève de Carmaux

À Carmaux, le marquis de Solages, directeur de la Compagnie des mines, n'accepte pas la victoire de la liste ouvrière conduite par le mineur Jean-Baptiste Calvignac, leader syndical et socialiste. Prenant prétexte des absences dues à son mandat de maire, il le licencie en août 1892. En réponse, 3 000 mineurs se mettent en grève. L'armée envoie 1 500 soldats. Le comité de grève organise au quotidien les actions, notamment des patrouilles pour empêcher les « jaunes » d'accéder aux puits. La grève prend alors un caractère politique national. Le radical Clemenceau affirme lors de sa visite : *« Nous sommes ici pour défendre le suffrage universel. »* Les députés socialistes viennent soutenir et conseiller les grévistes. Les militants organisent des meetings et des collectes de soutien à travers le pays. Pour les guesdistes, cette lutte illustre la nature de classe de l'État et le caractère formel des libertés sous le capitalisme. En octobre, la grève l'emporte, poussant le marquis de Solages à démissionner de son siège de député. L'élection qui suit voit la candidature d'un homme politique local qui a soutenu les mineurs, Jean Jaurès. Présenté sous l'étiquette de républicain socialiste et se revendiquant du programme du Parti ouvrier, il est élu en janvier 1893.

Jean Jaurès (1859-1914)

Il est issu de la petite bourgeoisie paysanne de Castres. Brillant élève, il est admis à l'École normale supérieure de Paris. Agrégé de philosophie, maîtrisant l'allemand, il enseigne à Albi et Toulouse.
De 1885 à 1889, élu député, il commence sa vie politique comme républicain modéré, soutient Jules Ferry et cautionne la colonisation : *« Soyez sûrs qu'on* [les peuples indigènes] *fera accueil à la gloire de la France, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. »* En 1886, il condamne la violence des grévistes de Decazeville. Progressivement, sa fibre populaire l'amène à reconsidérer son engagement du côté des républicains « opportunistes », à qui il reproche leur inaction sur le plan social.
Au début des années 1890, son ami Lucien Herr, allemaniste, l'amène au socialisme. Après son élection, il collabore quelques mois avec le PO. Guesde et Vaillant ne sont pas convaincus par ce ralliement et considèrent Jaurès comme un radical à tendance socialiste.
Si Jaurès se dit marxiste, il reste idéaliste. Il place au-dessus de tout les idées de justice sociale et de droit. Pour lui, le régime politique républicain ne peut par la démocratie qu'aboutir à une république sociale et au socialisme. Laura Lafargue estime en 1893 que sa thèse sur *Les origines du socialisme allemand*, *« fort vantée par tous ceux qui n'y ont rien compris, est un morceau de pseudo-philosophie qui égale par sa confusion tout ce qu'on peut espérer trouver en France et ailleurs »*.
Pour Engels : *« Ce M. Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconde pour se forcer la première place et poser comme le porte-voix du socialisme qu'il ne comprend même pas. »*
Il devient la figure la plus importante des socialistes indépendants puis, au début du 20e siècle, de la SFIO.

Engels se félicite de l'issue positive à Carmaux et constate *« avec plaisir les progrès faits en France »*. Il ajoute à destination de Guesde et de Lafargue : *« Voyez-vous maintenant*

quelle arme splendide on a entre les mains en France, depuis quarante ans, avec le suffrage universel, si seulement on avait su en faire usage ! C'est plus lent et ennuyeux que l'appel à la révolution, mais c'est dix fois plus sûr, et, ce qui vaut mieux, ça vous indique avec l'exactitude la plus irréprochable le jour où il faut en appeler à la révolution par les armes. »

Il approuve la tactique du Parti ouvrier pour les législatives de 1893 en précisant : « *Il est absolument nécessaire que l'alliance avec les radicaux socialistes soit basée sur le fait que notre parti est un parti à part, et qu'ils doivent le reconnaître. Ce qui n'exclut nullement une action commune aux prochaines élections, pourvu que le partage des sièges à contester en commun se fasse suivant l'état des forces respectives ; ces messieurs ont l'habitude de réclamer la part du lion.* »

Les législatives de 1893 : les socialistes acquièrent une audience nationale

Les élections de 1893 se déroulent au moment du scandale de Panama. La faillite de la Compagnie du canal de Ferdinand de Lesseps a spolié près d'un million d'actionnaires et « *surtout le petit rentier, celui qui de tous hurle le plus fort* », comme le relève Engels. Au fil des semaines, il apparaît que des ministres, des députés et des journalistes ont reçu de fortes sommes d'argent pour cacher les difficultés de la compagnie. Des dirigeants politiques, parmi lesquels Clemenceau, sont éclaboussés. La république apparaît fragilisée par une nouvelle vague d'antiparlementarisme.

Pour Engels, cette crise politique doit être mise à profit par les socialistes pour dénoncer l'ordre social et politique.

Jaurès s'en fait l'écho à la tribune de l'Assemblée nationale : « *Ce n'est pas là un étroit procès instruit contre quelques hommes entre les mains d'un prétoire. C'est le procès de l'ordre social finissant qui est commencé et nous sommes ici pour y substituer un ordre social plus juste… L'application résolue et méthodique de la politique socialiste est seule de nature à mettre fin aux scandales qui sont la conséquence naturelle et nécessaire du régime actuel.* »

Aux législatives d'août 1893, les socialistes toutes tendances confondues se présentent sur près de 20 % des circonscriptions. Leurs résultats progressent fortement avec 500 000 à 600 000 voix selon les décomptes, soit 7 % des votants. Au total, 37 députés se réclamant du socialisme sont élus, contre une douzaine auparavant.

La progression du nombre de députés s'explique en partie par des accords avec les radicaux, conduisant à des candidatures uniques ou des reports mutuels de voix. Les plus nombreux, avec 20 élus, sont des socialistes indépendants, parmi lesquels on retrouve Millerand, Jaurès et Viviani. Dix-sept appartiennent aux quatre formations socialistes : trois broussistes, cinq allemanistes, quatre du CRC, dont Vaillant élu dans la circonscription du Père-Lachaise. Quant au Parti ouvrier, il obtient cinq élus. Guesde, en l'absence de candidat radical, l'emporte à Roubaix dès le premier tour. Par contre, Lafargue ne bénéficie pas de ces conditions favorables et perd son siège à Lille. La répartition géographique des élus correspond à l'implantation socialiste : la FTSF de

Brousse uniquement à Paris ; les vaillantistes en région parisienne et à Vierzon. Les indépendants et le Parti ouvrier dominent en province, leurs résultats montrent une extension de l'influence socialiste.

Tous les socialistes sont grisés par ce succès, notamment Guesde, qui parle de Roubaix comme d'une *« ville sainte pour les prolétaires de partout »*. Engels dans sa correspondance avec Laura Lafargue ironise sur les *« proclamations pompeuses qu'il a lancées de sa nouvelle Jérusalem du Nord. »* C'est *« tout bonnement grotesque. Déclarer que son élection est une révolution par laquelle le socialisme fait son entrée au Palais-Bourbon, et qu'elle marque une ère nouvelle pour le monde en général, c'est tout de même un peu fort pour de simples mortels. »*

Un groupe socialiste se constitue à la chambre des députés. Seuls les allemanistes restent à l'écart. Il est composé d'une cinquantaine de députés, car des transfuges du radicalisme l'ont rejoint, ce dont se félicitent Millerand, Jaurès et Vaillant. Cette hétérogénéité permet à Millerand et à Jaurès de se poser comme ses principaux porte-parole. Ainsi, dès la première session portant sur la mise en place de droits de douane sur les blés, Jaurès défend le monopole de leur importation par l'État, obligeant Guesde à soutenir cette proposition, tout en précisant : *« Nous ne sommes ni protectionnistes ni libre-échangistes : nous sommes et ne pouvons être que socialistes. Le protectionnisme et le libre-échange* […] *ne sont que deux manières de concevoir et d'appliquer des remèdes réclamés par une société qui n'est pas sauvable. »*

Depuis Londres, Engels critique cette « *gaffe monumentale,* […] *cette fameuse idée socialiste que de vouloir supprimer la spéculation en confiant le commerce des céréales à un gouvernement composé d'escrocs de Panama.* » « *Tout cela est la conséquence de l'alliance avec les ex-radicaux qu'on nous force à subir.* » Et il conseille au Parti ouvrier de se préparer à une rupture avec ces « *éléments bourgeois* », ajoutant : « *Je ne puis m'empêcher d'imaginer que, parmi ces 54, dont la plupart se sont brusquement convertis à ce qu'ils appellent le socialisme, il ne peut exister cette cohésion qui est nécessaire pour une lutte sérieuse.* »

Autre difficulté : sur les 69 candidats présentés par le Parti ouvrier, 12 ont été élus, mais seuls cinq d'entre eux se rendent au congrès suivant. Comme le raconte Lafargue à Engels : « *Beaucoup de candidats pour se faire élire ont pris le programme et le titre du Parti ouvrier, décidés à l'abandonner le lendemain de leur élection ; ils imitaient les radicaux qui se proclament socialistes pendant la période électorale : il en sera toujours ainsi tant que le parti ne trouvera dans son sein le personnel dirigeant nécessaire ; en ce moment nous avons plus de soldats que d'officiers ; on est obligés d'en prendre à droite et à gauche.* »

Engels espérait que ces élections permettraient « *d'établir une fois pour toutes que c'est notre parti qui représente en France le socialisme* ». « *Avec 12 solides garçons dirigés par Guesde, nous aurions bientôt forcé les blanquistes, les allemanistes, etc., à nous suivre. Mais si nous ne disposons que d'une demi-douzaine d'hommes sûrs, nous aurons à traiter d'égal à égal, et alors les vieilles divisions pourront continuer,*

ou bien, si l'union se fait, elle se fera au prix de sacrifices en fait de principes. » Et Engels de mettre en garde : « *Dans un mouvement de cette sorte, il est presque certain que les phraseurs à la Jaurès, qui déjà s'arrogent le droit de parler seuls au nom de vous tous dans la Chambre, domineront. Aujourd'hui ils ont l'oreille de la Chambre où ils font taire les nôtres, demain ils auront l'oreille du pays.* »

Lafargue lui répond en soulignant l'apport de Jaurès qui « *est un des orateurs les plus écoutés de la Chambre. Jusqu'ici son action n'a pas été nuisible, elle a été bonne au contraire, car sa manière de présenter le socialisme le fait pénétrer dans des milieux où nous n'avions pas accès : de plus il est un professeur de l'université, cela donne aux yeux des bourgeois un air de respectabilité au socialisme.* » Et de conclure avec son optimisme coutumier : « *Un jour peut-être, ils deviendront dangereux ; mais alors le socialisme sera tellement puissant qu'ils ne pourront lui faire beaucoup de mal.* »

Les députés socialistes s'investissent dans l'activité parlementaire tout en se faisant les relais des revendications ouvrières, la journée de huit heures, l'instauration de pensions de retraite et d'invalidité. Ils soutiennent les grèves et dénoncent les sanctions qui frappent les travailleurs pour leurs sympathies socialistes ou syndicales.

Le patronat et l'État face à la poussée ouvrière

L'État s'inquiète de la progression électorale des socialistes qui s'accompagne d'une reprise de la combativité

ouvrière, se concrétisant par la croissance du nombre de syndicats.

Le 1er mai 1893, le gouvernement Dupuy, soutenu par une majorité alliant républicains et anciens monarchistes, décide de fermer la Bourse du travail de Paris, à la suite du refus de 120 syndicats parisiens sur 270 de se conformer à la loi de 1884 qui les oblige à déposer statuts et noms des dirigeants. En juillet, il fait intervenir l'armée pour mettre fin à l'occupation des locaux par les syndicalistes, ce qui donne lieu à de violentes manifestations. Il ordonne aux préfets de lutter contre l'influence grandissante des socialistes. Des maires, Ferroul à Narbonne, Calvignac à Carmaux, des élus municipaux à Marseille sont révoqués ; d'autres sont suspendus, comme Dormoy à Montluçon. Les décisions des municipalités socialistes en faveur des travailleurs sont cassées, comme la création d'une pharmacie à prix coûtant à Roubaix. Jaurès dénonce une véritable déclaration de guerre au socialisme.

La période est aussi marquée par une série d'attentats anarchistes. En mars 1892, Ravachol fait exploser deux bombes au domicile de magistrats parisiens, pour dénoncer l'attitude de la justice suite à la fusillade de Fourmies. Le 8 novembre 1892, au moment de la grève de Carmaux, une bombe est retrouvée devant l'entrée des bureaux parisiens de la compagnie. Son explosion, après son transport au commissariat, fait cinq victimes. Le 9 décembre 1893, l'anarchiste Auguste Vaillant lance une bombe en pleine session de l'Assemblée nationale. L'attentat ne fait que des blessés légers, mais il est condamné à mort et guillotiné

le 5 février 1894. Le 12 février, Émile Henry dépose une bombe dans un café, près de la gare Saint-Lazare, faisant un mort et 17 blessés. Il est aussi exécuté. Puis le 24 juin 1894, à Lyon, Caserio assassine le président Sadi-Carnot. Il sera guillotiné.

Les socialistes, tout en condamnant les attentats, s'opposent aux lois d'exception mises en place contre les anarchistes, qui limitent notamment la liberté d'expression. Elles ne tardent pas à être utilisées contre eux. Le militant vaillantiste Jules-Louis Breton est ainsi condamné à la prison pour un article paru dans *Le Parti socialiste*, le socialiste indépendant Gérault-Richard passe aux assises pour un pamphlet contre Casimir-Perier qui, à la tête de plusieurs gouvernements, est le représentant des milieux de la finance.

Les inquiétudes d'Engels

Au cours des deux années précédant sa mort, en août 1895, Engels s'inquiète de l'infléchissement de la ligne politique du Parti ouvrier dans le but d'obtenir des succès électoraux mais aussi sous la pression sociale, des concessions qui se justifieraient par des caractéristiques particulières de la France.

Le Parti ouvrier cherche ainsi à s'adresser à la paysannerie. Ce secteur, qui représente encore 47 % de la population active, est alors en pleine crise : la concurrence internationale et la maladie de la vigne, le phylloxera, provoquent baisse des prix et disparition des plus vulnérables. Tout

en expliquant que c'est la conséquence du système économique, le programme agricole de 1892, complété à Nantes en 1894, prend la défense de ces petites exploitations. Cela suscite une critique sévère d'Engels : « *L'essentiel, c'est de faire comprendre aux paysans que nous ne pouvons sauver et conserver leur propriété qu'en la transformant en une propriété et une exploitation coopératives. Car c'est précisément l'exploitation individuelle qui fait la perte des paysans.* » Il poursuit : « *C'est presque de la trahison directe que de promettre la même chose aux paysans moyens ou grands* », qui exploitent 3 500 000 ouvriers agricoles. Alors que le Parti ouvrier juge la journée de huit heures utopique pour les ouvriers agricoles (car les journées de travail, notamment lors des moissons, sont particulièrement longues), il rappelle : « *Un parti ouvrier doit, naturellement, prendre fait et cause tout d'abord pour les salariés* » et ajoute : « *Vous vous êtes laissé entraîner un peu trop sur la pente opportuniste.* […] *Il est encore temps de vous arrêter.* »

En 1893, le Parti ouvrier décide d'ajouter à son nom le qualificatif français (POF). Confrontés aux accusations portées notamment contre Guesde d'être le « candidat des Prussiens », du fait du soutien financier des socialistes allemands, les guesdistes affirment dans *Socialisme et patriotisme* : « *Les socialistes français sont patriotes,* […] *parce que la France a été dans le passé et est destinée à être dès maintenant un des facteurs les plus importants de l'évolution sociale de notre espèce.* » Engels regrette qu'ils se posent comme « *les seuls vrais patriotes* » et aurait préféré qu'ils se disent simplement « *Français, ce qui exprime un fait* ». Il ironise sur

la prétention des socialistes, gonflés d'orgueil par le passé révolutionnaire : *« Vouloir attribuer à la France dans l'avenir le même rôle, c'est dénaturer le mouvement prolétarien international. »* Et il se moque de leur *« façon de parler de la France comme du peuple élu ».*

Tous les socialistes français se disent héritiers de la Révolution française et font aussi référence à 1830, 1848 ou 1871. Pour eux, la république est un régime politique supérieur devant conduire au socialisme. Jaurès le dit : *« C'est parce que le socialisme proclame que la république politique doit aboutir à la république sociale* […] *que nul gouvernement ne peut combattre le socialisme sans déserter les principes républicains. »* Il en est de même pour Guesde : *« En 1898, nous serons deux millions, peut-être trois, et c'est nous qui, devenus la majorité, reprendrons l'œuvre de la Révolution désertée par vous, et qui ferons enfin la véritable république, la république sociale. »* Un choc révolutionnaire ne sera nécessaire que si la bourgeoisie refuse de reconnaître sa défaite électorale.

Par conséquent, tous considèrent qu'il est nécessaire de défendre la république contre ses ennemis intérieurs ou extérieurs. Ils s'affirment pour la plupart patriotes, opposant un « patriotisme ouvrier » au patriotisme bourgeois. Ils souhaitent la formation de milices populaires remplaçant l'armée engagée contre les grèves.

Retrouvant les accents de 1793 et de la « patrie en danger », ils affirment avec Jaurès : *« Si notre pays était menacé par une coalition de despotes ou par l'emportement brutal d'un peuple cupide, nous serions les premiers à la frontière*

pour défendre la France dont le sang coule dans nos veines et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous. Qu'on cesse donc d'opposer internationalisme et patriotisme. »

Même ceux qui revendiquent leur antimilitarisme et leur antipatriotisme, comme les allemanistes, précisent dans leur presse : « *On nous traite de sans-patrie* […] *; néanmoins, si le territoire français était envahi, nous serions les premiers à défendre le pays qui a vu naître les principes de la révolution, du progrès et de la civilisation.* » Jusqu'à l'anarchiste Pelloutier qui déclare : « *Si, par exemple, l'empereur d'Allemagne se jetait sur la France, soyez persuadés que les antipatriotes marcheraient vaillamment contre lui. Mais pourquoi ? Par haine des Germains ? Non pas. Pour notre propre sûreté, voilà tout, pour la sauvegarde de nos existences, de nos libertés et de nos droits.* » De leur côté, les guesdistes proclament : « *La France attaquée n'aurait pas de plus ardents défenseurs que les socialistes du Parti ouvrier.* » Engels critique ce « *patriotisme renaissant* » et espère qu'il ne se répétera pas, car « *cela pourrait mener à des controverses désagréables* ».

Au cours des années 1890, confrontés à la pression sociale et au nationalisme, dont les partisans perturbent leurs meetings ou agressent leurs militants, les socialistes revendiquent de moins en moins leur internationalisme.

Engels met Lafargue en garde surtout contre l'idée que la France, de par son régime républicain, se distinguerait des autres nations et justifierait que les socialistes la défendent : « *La république, comme toute autre forme de gouvernement, est déterminée par ce qu'elle contient ; tant qu'elle est la forme de domination bourgeoise, elle nous est tout aussi hostile que*

n'importe quelle monarchie (sauf les formes de cette hostilité). C'est donc une illusion toute gratuite que de la prendre pour une forme socialiste par son essence ; que de lui confier, tant qu'elle est dominée par la bourgeoisie, des missions socialistes. Nous pourrons lui arracher des concessions, mais jamais la charger de l'exécution de notre besogne à nous. » Mais les guesdistes mettent de côté cette mise au point d'Engels, et ce n'est qu'en 1900 qu'elle sera publiée, pour combattre l'illusion défendue par Jaurès que la république doit conduire au socialisme, de plus en plus répandue dans leurs rangs. Ils constateront alors l'étendue de leur propre dérive.

Engels rapporte à Lafargue que le dirigeant socialiste allemand August Bebel partage avec lui les mêmes inquiétudes sur l'évolution en cours : « *Il* [Bebel] *se plaint avec raison que le parti va s'embourgeoisant. Cela est le malheur de tous les partis dès que l'heure s'approche où ils deviennent "possibles". Mais le nôtre ne peut dépasser, sous ce rapport, une certaine limite sans se trahir soi-même, et il me paraît qu'en France comme en Allemagne nous voilà arrivés sur cette ligne. Heureusement qu'il est encore temps de s'arrêter.* »

CHAPITRE III

DU SOUTIEN AU GOUVERNEMENT LÉON BOURGEOIS AU PROGRAMME COMMUN DE SAINT-MANDÉ

À l'été 1895, Carmaux revient sur le devant de la scène politique. Les verriers se sont mis en grève pour protester contre le licenciement d'un des leurs, élu socialiste au conseil général. La famille Rességuier réplique en fermant l'usine. À l'Assemblée, Jaurès dénonce la collusion entre l'État et la bourgeoisie. Il reçoit le soutien des radicaux, qui se posent en alternative au gouvernement de droite. Ce dernier, fragilisé par des divisions entre modérés et réactionnaires, est mis en minorité. Pour la première fois, les radicaux accèdent au pouvoir le 1er novembre 1895. Le ministère de Léon Bourgeois reçoit le soutien de tous les députés socialistes. Il promet de promouvoir l'instruction publique, de respecter la liberté de la presse, d'instaurer un impôt progressif sur le revenu, des retraites ouvrières, de développer le mutualisme et l'arbitrage en matière de conflits sociaux. Autres gestes adressés aux socialistes : il déplace le préfet du Tarn, tout acquis au patronat local, et rouvre la Bourse du travail de Paris. Si le gouvernement Bourgeois ne dure

que quelques mois, il n'en marque pas moins le passage des socialistes de l'opposition parlementaire à la participation à une majorité gouvernementale, que Lafargue justifie ainsi : *« M. Bourgeois chercha des partisans à gauche et, au lieu de menacer le socialisme de son poing fermé, il lui tendit sa main ouverte. Cette nouvelle tactique, si elle n'a pas enrégimenté les socialistes dans les troupes ministérielles, les a engagés à suspendre les hostilités. »*

Les élections municipales de 1896 confirment la poussée socialiste de 1893. De grandes villes sont conquises : Marseille, Lille, Toulon, Dijon, Limoges. D'autres sont conservées : Carmaux, Montluçon, Roubaix. En tout, les socialistes se retrouvent à la tête d'une cinquantaine de villes et de nombreux bourgs ouvriers. Ces succès reposent parfois sur des alliances dès le premier tour avec les radicaux. Pour fêter cette réussite, des militants socialistes parisiens organisent un banquet, auquel sont conviés sans aucune exclusive tous ceux qui ont contribué à ces victoires ou qui se sont réclamés du socialisme.

Le 30 mai 1896, à Saint-Mandé, il réunit un millier de socialistes. À part les allemanistes, tous les courants sont représentés. Vaillant, pour le CRC, tient à définir un socialisme ouvert sur sa gauche vers les anarchistes et rend hommage aux socialistes indépendants. Guesde, pour le Parti ouvrier français, se félicite de l'unité d'action du groupe socialiste à la Chambre des députés. Brousse, pour les possibilistes, affirme la nécessité d'un programme commun. Même proposition chez les indépendants. En accord avec Jaurès, Millerand esquisse ce programme minimum :

« – Intervention de l'État pour faire passer du domaine capitaliste dans le domaine national les diverses catégories des moyens de production et d'échange au fur et à mesure qu'elles deviennent mûres pour l'appropriation sociale.

– Conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel.

– Entente internationale des travailleurs. »

Ce programme correspond au « socialisme d'État » défendu par Jaurès, où l'État est un arbitre pouvant, s'il y est contraint, transformer la société dans un sens socialiste. Il est adopté par 27 députés, même par ceux qui se disent marxistes comme Guesde et Vaillant.

Ce nouveau glissement repose sur la conviction, partagée par tous, que tout concourt à la transformation socialiste de la société, la progression des socialistes aux élections, le développement syndical et l'industrialisation du pays. À la Chambre des députés, Guesde annonce un triomphe prochain : *« Notre armée, elle augmente tous les jours, c'est la marche même de votre régime capitaliste qui nous la recrute ; et comme vous lui avez mis dans la main le suffrage universel et que vous n'êtes pas de taille à le lui reprendre, rien que par cette arme légale, elle deviendra fatalement et avant peu maîtresse du pouvoir, maîtresse de la république. »*

Le soutien apporté au gouvernement radical de Léon Bourgeois et les envolées lyriques des dirigeants socialistes suscitent les critiques acerbes des anarchistes.

En 1896, ils viennent porter la contradiction sur la question de la participation électorale lors du congrès de l'Internationale à Londres. Minoritaires, ils sont exclus et le congrès réaffirme que seules peuvent appartenir à l'Internationale

« *les organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire* ».

L'anarchiste Pierre Kropotkine rétorque : « *Le socialisme doit devenir anarchiste ou se noyer dans le bourgeoisisme.* » Pelloutier ajoute : « *Il n'y a donc plus aujourd'hui que deux partis très distincts : le parti parlementaire, plus gros de chefs que de soldats, et* […] *le parti révolutionnaire, convaincu que, la question sociale étant tout économique, l'affranchissement viendra par la résistance à l'oppression économique, sous la forme d'une grève gigantesque nécessairement violente. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter rapide l'engagement final.* » Sous leur impulsion, les anarchistes s'investissent dans les syndicats et les bourses du travail.

CHAPITRE IV

LES SOCIALISTES ET LE MOUVEMENT SYNDICAL. NAISSANCE DE LA CGT

Les socialistes reconnaissent tous le rôle essentiel des syndicats dans l'organisation des travailleurs, mais ils ne lui accordent pas tous la même place dans la transformation de la société. Ces différences apparaissent nettement avec la naissance de la Fédération des bourses du travail puis de la CGT, et sur la question de la grève générale.

À l'instar du nombre de syndiqués, les bourses du travail ont connu un fort développement. On en compte 14 dès 1891 et 33 deux ans plus tard. Le mouvement syndical subissant la répression de l'État et du patronat, plusieurs bourses du travail avaient décidé de s'unir dans une fédération pour se renforcer. Mais, comme le raconte Pelloutier, là n'était pas la seule raison : « *L'idée de fédérer ces bourses du travail était inévitable.* […]. *Elle vint à quelques membres de la Bourse de Paris qui, adhérant à des groupes socialistes rivaux du Parti ouvrier français et mécontents de ce que la Fédération des syndicats fût entre les mains de ce parti, souhaitaient la création d'une association concurrente.* »

Créée en février 1892, la Fédération des bourses du travail de France décide l'année suivante d'appeler unilatéralement

à un congrès de fusion avec la Fédération nationale des syndicats dirigée par les guesdistes. Ceux-ci s'y opposent au début puis, devant la volonté d'unité exprimée par de nombreux syndicats, se rendent à ce congrès, à Nantes en 1894.

Leurs hésitations s'expliquent par la crainte de perdre le contrôle de la Fédération nationale des syndicats, mais aussi par leurs réserves sur l'orientation politique des bourses du travail. Certaines sont dirigées par les possibilistes appuyés sur des municipalités radicales, qui veulent contrôler le choix du secrétaire de la bourse : la municipalité de Roanne, par exemple, supprime toute subvention à la bourse dirigée par un guesdiste. Plus nombreuses sont les bourses dirigées par des anarchistes ou des allemanistes.

Au congrès de Nantes, les débats portent notamment sur la grève générale. Les plus modérés, comme les broussistes ou Briand, défendent le principe de la grève générale dans un cadre pacifique, qui pousserait l'État à transformer la société. De leur côté les allemanistes ne tranchent pas entre la grève les « bras croisés » et la confrontation violente inévitable des anarchistes. Pour ces derniers, la grève générale, expression spontanée des masses, se suffit à elle-même et dispense de toute organisation politique préalable. Pelloutier en explique le processus : « *Suppose qu'éclate une grève, engagée très pacifiquement d'ailleurs, suppose une résistance acharnée du capital, quelques troubles, quelques coups de feu peut-être. L'indignation s'étend partout,* […] *le mouvement se propage, gagne les corporations favorables à la grève générale, et voici, presque à son insu, la masse entraînée dans le*

tourbillon… Il est certain que le jour où elle éclatera, et quelle qu'en soit la cause, personne ne pourra plus l'arrêter. »

Engels, dans son article *Les bakouninistes à l'œuvre*, critiquait déjà cette conception en 1873 : « *La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier employé à inaugurer la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de tous les ateliers d'un pays, ou même du monde entier, abandonnent le travail et, par là, forcent en quatre semaines au plus les classes possédantes ou à capituler ou à se déchaîner contre les ouvriers, en sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et par la même occasion d'en finir avec la vieille société tout entière.* »

Pour les guesdistes, il convient de mettre fin à cette illusion. Confronté en 1889 à une résolution favorable de la Fédération nationale des syndicats, pourtant sous son contrôle, le Parti ouvrier avait précisé : « *La grève générale* […] *suppose et exige, pour aboutir, un état d'esprit socialiste et un degré d'organisation ouvrière auxquels n'est pas arrivé le prolétariat.* »

Vaillant, tout en partageant certaines critiques des guesdistes et en écrivant : « *Le moyen proposé peut être illusoire ; car ce n'est pas les bras croisés que le prolétariat fera sa révolution, et la grève généralisée de tous les travailleurs ne paraît guère possible* », adopte cependant le principe de la grève générale : « *Le vote n'en est pas moins, la question étant posée, désirable et bon. Il exprime en réalité, sous cette forme, la volonté des travailleurs de s'unir dans un effort commun et organisé.* »

Au-delà de leur opposition à la grève générale, les guesdistes ont aussi évolué sur leur appréciation du rôle des grèves. En 1883, Guesde affirmait : « *La grève n'est sans doute que la petite guerre. Ce n'est pas elle qui peut conduire à l'affranchissement parce que, ne touchant pas au principe du salariat, elle ne peut – même victorieuse – qu'améliorer la condition des salariés, disons le mot : rendre les chaînes moins lourdes. Mais la grève est un excellent champ de manœuvre : en même temps que la solidarité ouvrière, elle crée l'organisation ouvrière. Elle est une véritable école de guerre.* » En 1892, lors de celle de Carmaux, Lafargue disait : « *Nous la soutenons de toutes nos forces et par tous les moyens, car nous croyons que les ouvriers ont toujours raison contre les capitalistes.* » Désormais, Guesde, faisant le bilan des grèves depuis 1883, souvent confrontées à un rapport de force favorable au patronat, note qu'elles ont conduit parfois à des défaites et à un recul du mouvement ouvrier. Par conséquent, à la différence des vaillantistes, allemanistes et anarchistes, les guesdistes considèrent cette arme comme aventureuse et dangereuse : « *De plus en plus, nous déconseillons la grève, parce qu'elle épuise les syndicats, en leur ôtant les ressources nécessaires pour la lutte de classe sous sa forme la plus nécessaire et la plus immédiate, la conquête des pouvoirs publics.* »

À Lille, la municipalité ayant été conquise par le Parti ouvrier français, Delory prêche la paix sociale alors que la direction de la Compagnie du tramway refuse de reconnaître le syndicat et licencie son principal dirigeant. Le Parti ouvrier français s'oppose à la grève qui en découle et

souhaite continuer à jouer *« le rôle de conciliateur qui a toujours été le nôtre dans les conflits entre patrons et ouvriers ».*

L'adoption du principe de la grève générale amène le retrait des guesdistes du congrès syndical de Nantes et conduit les autres courants à les présenter comme des diviseurs refusant de s'incliner devant la majorité. Ce départ révèle aussi des divergences bien plus profondes. Pour les guesdistes, la priorité doit être la conquête du pouvoir par les élections. Se faisant, le Parti ouvrier français se coupe d'une partie du mouvement ouvrier, la plus radicale et combative. Les guesdistes tentent de maintenir en vie la Fédération nationale des syndicats mais, isolée, elle disparaît en 1898.

1895 : La Confédération générale du travail, une naissance difficile

Le congrès de Limoges de septembre 1895 se propose d'unifier fédérations de métier, bourses du travail et syndicats isolés. Il réunit de nombreuses tendances, des plus modérés aux vaillantistes, jusqu'à quelques guesdistes venus montrer qu'ils ne sont pas indifférents au processus d'unification. Les plus nombreux appartiennent au POSR, avec à leur tête Jean Allemane.

Les grands absents sont les anarchistes, notamment Pelloutier, le secrétaire de la Fédération des bourses du travail, hostile au projet de voir se constituer une organisation centralisatrice, craignant aussi qu'elle soit dirigée par les courants les plus modérés.

À Limoges, la tendance révolutionnaire met en avant : « *Le prolétariat n'a rien à attendre de la société actuelle et il doit par tous les moyens conquérir son émancipation, qui ne sera véritable et sérieusement assurée qu'avec l'anéantissement complet de la bourgeoisie.* » Ce sont pourtant les modérés qui, profitant des divisions entre courants, prennent la tête de la CGT.

Tous s'accordent pour établir que « *les éléments constituants de la CGT devront se tenir en dehors de toutes les organisations politiques* », principe que l'on retrouvera dans la charte d'Amiens en 1906, rédigée par Griffuelhes, formé à l'école vaillantiste.

La CGT éprouve par la suite bien des difficultés à structurer le mouvement syndical. La Fédération des bourses du travail, tout en faisant partie par la suite de son conseil national, garde en fait toute son autonomie. Il en est de même de syndicats isolés, de fédérations de métiers, comme celle des mineurs, ou de syndicats nationaux. Autre indicateur : sur les 31 organisations inscrites à la CGT en décembre 1895, seules cinq ont versé toutes leurs cotisations ; sept n'en ont versé aucune. Elle n'est que l'agrégation de différentes structures et sensibilités politiques, sans capacité de mobilisation.

En 1900, son secrétaire général constate : « *Cinq années nous séparent de sa constitution et il semble qu'elle n'existe pas.* »

Ce n'est qu'avec la disparition de la Fédération nationale des syndicats en 1898, la complète intégration de la Fédération des bourses du travail en 1902 après le décès en 1900 de

Fernand Pelloutier, et surtout la poussée des luttes ouvrières du début du siècle, que la CGT prend son essor.

Où en est la construction du parti socialiste ?

Tous les courants socialistes ne font pas du développement organisationnel une priorité. Les socialistes indépendants fonctionnent bien plus sous la forme de comités électoraux qu'en groupes développant une activité régulière. Quant aux broussistes, depuis le départ des allemanistes, leur implantation se réduit pour l'essentiel à Paris. Ils se rapprochent alors des socialistes indépendants.

L'objectif de construction d'un parti repose par conséquent sur trois organisations : le Parti ouvrier français de Guesde et Lafargue, le CRC de Vaillant et le POSR d'Allemane.

L'évolution du Parti ouvrier français

Avec environ 16 000 membres en 1898, le Parti ouvrier français est la première organisation socialiste. Ses effectifs ont progressé de 50 % depuis 1893. Parmi eux, 60 % sont des travailleurs industriels. Le nombre de groupes a plus que doublé durant cette période, passant de 350 à près de 800, et le Parti ouvrier français est présent dans 54 départements, au lieu de 32 en 1893. Son implantation est forte dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Marne, l'Aube, l'Allier, la région lyonnaise, le Bas Languedoc et les Bouches-du-Rhône, dans les centres industriels et urbains ou le vignoble.

Depuis 1892, le Parti ouvrier français cherche à s'adresser à un électorat plus large et le centre de son activité se déplace vers la gestion des municipalités et le Parlement. Guesde utilise cette tribune pour défendre l'idéal communiste, se revendiquant de More, Campanella et Babeuf, et pour vulgariser les théories de la valeur ou de la plus-value. Si la plupart de ses discours sont reproduits en brochures ou dans la presse et participent à la propagation des idées, l'hebdomadaire *Le Socialiste* est délaissé. Il connaît des interruptions de parution assez longues, du fait d'une désaffection des lecteurs rebutés par la place donnée à l'activité parlementaire.

Certains groupes, comme dans l'Aisne ou la Somme, sont en difficulté ; abandonnés à leur sort, ils disparaissent. Le nombre et la formation des cadres sont insuffisants et ils se retrouvent souvent à assumer des fonctions électives. Les premiers succès attirent la petite bourgeoisie, souvent d'origine radicale, qui prend le pas sur les militants de la première génération. Enfin, les différends avec le mouvement syndical tendent à éloigner le Parti ouvrier français de la partie la plus combative de la classe ouvrière.

L'évolution du CRC

Le CRC, sous l'impulsion de Vaillant, connaît une clarification idéologique. Il reconnaît la lutte de classe et se réfère au matérialisme historique. Son organe *Le Parti socialiste* affirme que tout socialiste doit être « *athée, républicain, communiste, révolutionnaire et internationaliste* ».

À la différence des années 1880, il s'est éloigné du Parti ouvrier français à la suite de désaccords sur l'indépendance syndicale et la grève générale. Si les relations restent cordiales entre Vaillant, Lafargue et Guesde, leurs militants s'opposent parfois lors des élections.

Après le départ des partisans de Boulanger, les forces du CRC étaient limitées. En 1892, on comptait à Paris 400 à 500 militants, dans des groupes présents dans huit arrondissements. En province, seize groupes étaient actifs dans le Cher, sa principale implantation. Ailleurs, il n'existait guère que dans l'Allier, suite au ralliement du guesdiste Thivrier et des militants de Commentry. Trois ans plus tard, les vaillantistes ont étendu leur implantation, organisant 43 groupes dans la région parisienne et 83 groupes dans le reste du pays, s'implantant dans de nouveaux départements, notamment le Tarn, le Puy-de-Dôme ou l'Aveyron.

Au cours de la période 1896-1898, le CRC accueille différents groupes du POSR, et notamment la fédération des Ardennes fondée par Jean-Baptiste Clément. En février 1897, ces dissidents fondent leur propre organisation, l'Alliance communiste révolutionnaire (ACR), qui se joint au CRC en gardant son autonomie et son programme. Cette fraction s'intègre cependant rapidement dans le CRC, pour donner naissance au Parti socialiste révolutionnaire (PSR) en février 1898.

L'évolution du POSR

Le POSR, fondé après la rupture avec la FTSF de Brousse, devient le deuxième courant le plus important.

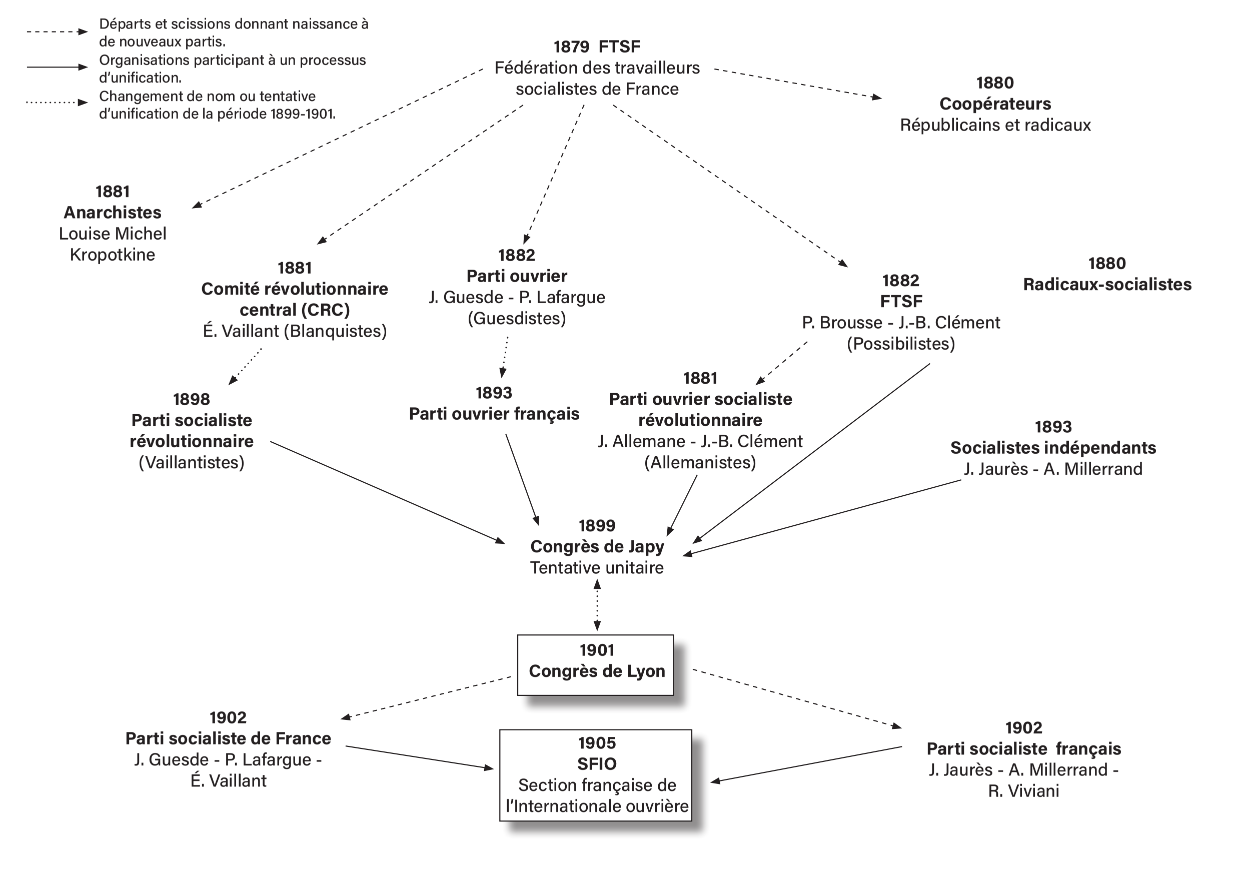
Son implantation repose sur deux bastions, Paris et les Ardennes, auxquels il faut ajouter la fédération de l'Est, l'actuelle région Bourgogne-Franche-Comté, et quelques groupes isolés. Il est composé à 75 % d'ouvriers, souvent qualifiés, liés aux vieux métiers de l'artisanat, de typographes ou de cheminots. Le POSR s'investit dans le syndicalisme, il en fait même une condition d'adhésion, et nombre de ses militants sont à la tête de syndicats ou de bourses du travail. Des syndicats le rejoignent en bloc, mais leur affiliation est parfois éphémère et rend difficile l'évaluation de ses effectifs. On peut en 1895 les estimer entre 10 000 et 15 000, dont 5 000 sur Paris et sa région.

Ses références idéologiques sont assez diverses. En effet, s'il reprend certaines conceptions de Marx, dont le socialisme scientifique et l'analyse du capitalisme, il rejette sa conception de la société future, préférant un communisme libertaire et fédéraliste inspiré de Proudhon et Bakounine, et souhaite instaurer une démocratie directe des travailleurs, sur la base des syndicats et communes librement fédérés. Pour les allemanistes, les communes sont le moyen de mener la lutte contre l'État et de répondre aux besoins concrets des travailleurs. Ils se rapprochent aussi des anarchistes par leur antimilitarisme et leur antiparlementarisme et s'en remettent à la grève générale pour la transformation de la société.

Du fait du conflit avec Brousse, le POSR se méfie des chefs et refuse la conception d'un parti centralisé. Les intellectuels qui le rejoignent doivent servir dans l'anonymat. Lors des élections, il met en avant les candidatures

ouvrières et soumet les élus à un contrôle, avec mandat impératif, démission signée en blanc et reversement d'une part importante des indemnités. La direction en fait usage, « démissionnant » quatre élus en 1896. Cette décision est contestée en interne et révèle des divergences bien plus larges. Elle amène le départ de plusieurs groupes de la région parisienne, qui critiquent l'isolement du parti vis-à-vis des autres courants socialistes et soulignent l'incohérence de faire de l'antiparlementarisme tout en ayant des députés. La crise s'amplifie les mois suivants sur la question des alliances électorales et conduit aux départs successifs en novembre et décembre 1896 de la fédération des Ardennes et de celle de l'Est, qui rejoignent donc le CRC.

En cette fin de 19e siècle, le rayonnement des socialistes s'est étendu, touchant désormais des départements plus ruraux. Rarement forte dans les mêmes endroits, leur implantation s'apparente bien plus à un partage du territoire, tout comme leurs priorités d'action différentes à une division du travail. Des signes de rapprochement sont apparus, que ce soit dans leur investissement de plus en plus commun au sein de la CGT ou dans l'action du groupe parlementaire. Les socialistes apparaissent comme une même famille dont l'unité est envisageable.



Départs et scissions donnant naissance à de nouveaux partis.
Organisations participant à un processus d'unification.
Changement de nom ou tentative d'unification de la période 1899-1901.
1879 FTSF
Fédération des travailleurs socialistes de France
1880
Coopérateurs
Républicains et radicaux
1881
Anarchistes
Louise Michel
Kropotkine
1881
Comité révolutionnaire central (CRC)
É. Vaillant (Blanquistes)
1882
Parti ouvrier
J. Guesde - P. Lafargue
(Guesdistes)
1882
FTSF
P. Brousse - J.-B. Clément
(Possibilistes)
1880
Radicaux-socialistes
1898
Parti socialiste révolutionnaire
(Vaillantistes)
1893
Parti ouvrier français
1881
Parti ouvrier socialiste révolutionnaire
J. Allemane - J.-B. Clément
(Allemanistes)
1893
Socialistes indépendants
J. Jaurès - A. Millerrand
1899
Congrès de Japy
Tentative unitaire
1901
Congrès de Lyon
1902
Parti socialiste de France
J. Guesde - P. Lafargue - É. Vaillant
1905
SFIO
Section française de l'Internationale ouvrière
1902
Parti socialiste français
J. Jaurès - A. Millerrand - R. Viviani

BIBLIOGRAPHIE

Contexte politique, économique et social

Jean-Marie Mayeur, *Les débuts de la IIIe République 1871-1898*, Points Seuil, 1973.
Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française 19e-20e siècle*, Points Seuil, 2002.
Patrick Verley, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, l'industrialisation 1830-1914, La Découverte, 2003.

Mouvement ouvrier et socialiste

Rolande Trempé, sous la direction de C. Willard, *La France ouvrière*, Éditions de l'Atelier, 1994.
Maurice Dommanget, *Histoire du 1er mai*, Le mot et le reste, réédition de 2006.
Madeleine Rebérioux, *Le socialisme français de 1871 à 1914*, dans Histoire générale du socialisme, PUF, 1983.
Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la IIIe République*, Payot, 1977
Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome II, Armand Colin, 1967.
Michèle Perrot, *Les ouvriers en grève*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, réédition de 2001.

Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France*, PUF, 1965.
Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Éditions Rencontre, 1969.
Jacques Le Gall, *La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France*, Les Bons caractères, collection Éclairages, 2013.
Annie Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, Que sais-je ? PUF, 1983.

Syndicalisme

Michel Launay, *Le syndicalisme eu Europe*, Imprimerie nationale, 1990.
Georges Lefranc, *Le mouvement syndical en France sous la IIIe République*, Payot, 1967.
René Mouriaux, *La CGT*, Seuil, 1982.

Marx, Engels

Marx, Engels et la IIIe République, 1871-1895, Éditions sociales, 1983.
Marx, Engels, La naissance du Parti ouvrier français, correspondance inédite réunie par Émile Bottigeli, Éditions sociales, 1981.
Correspondance de Paul et Laura Lafargue avec F. Engels, Éditions sociales, 1956-1959.
Le mouvement ouvrier français, textes de Marx et Engels, tome II, Maspero, 1974.
Le parti de classe, textes de Marx et Engels, Maspero, 1973.

Le syndicalisme, textes de Marx et Engels, tomes I et II, Maspero, 1972.

Guesdistes

Jean Numa-Ducange, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Armand Colin, 2017.
Claude Willard, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Les éditions ouvrières, 1991.
Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France, les guesdistes*, Éditions sociales, 1965.
Jules Guesde, *Textes choisis 1867-1882*, Éditions sociales, 1970.
Jules Guesde, *Collectivisme et révolution*, Éditions Spartacus, 1945.
Paul Lafargue, Jules Guesde, *Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants*, 1883.
Lafargue, *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, Les Bons caractères, 2004.

Blanquistes, vaillantistes

Gilles Candar, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Armand Colin, 2018.
Jolyon Howorth, *Édouard Vaillant, la création de l'unité socialiste en France*, Syros, 1982.
Maurice Dommanget, *Blanqui*, Études et documentation internationale, 1970.
Maurice Dommanget, *Vaillant, un grand socialiste*, La Table ronde, 1956.

Possibilistes et socialistes indépendants

Emmanuel Jousse, *Les Hommes révoltés*, Fayard Histoire, 2016.
Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Fayard, 2014.
Jean Rabaud, *Jean Jaurès*, Perrin, 1981.

Anarchistes

Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France, des origines à 1914*, Maspero, 1982.
Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, 1971.

Gallica, le site de la BNF, permet l'accès à de nombreux comptes-rendus de congrès des différentes organisations socialistes, de la SFIO et de la CGT.
Sur Gallica ou sur Retronews, il est aussi possible de consulter les journaux et revues de cette période comme : *L'Égalité*, *La Petite République*, *Le Socialiste*, *Les Temps nouveaux*, *Le Parti ouvrier*, *L'Humanité*, *La Revue socialiste*.

TABLE DES MATIÈRES

DANS LA COLLECTION ÉCLAIRAGE

1 – Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 – La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 – Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 – Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 – Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 – La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution

7 – Le cerveau et la pensée

8 – La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France

9 – La civilisation arabe du VIIIe au XIIIe siècle

10 – Les philosophes des Lumières

11 – L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927

12 – L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme

13 – Le Parti communiste français, 1920-1933

14 – Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie

15 – Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie

16 – Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)

17 – Dans l'atelier du monde – Les luttes de la classe ouvrière britannique, 1780-1914

18 – Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923

19 – Une industrialisation à pas de tortue. France, 1789-1914.

20 – Chili 1970-1973. Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre

21 – Les convulsions du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale

22 – Comptes et légendes, les dessous des statistiques économiques.

23 – La santé et la révolution – Russie 1917-1924